

RAPPORT



GLOBAL
INITIATIVE
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

DERRIÈRE LA BLOCKCHAIN

Cryptomonnaie et emprise criminelle
en République centrafricaine

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rendu possible grâce aux efforts conjoints de plusieurs personnes – experts nationaux, enquêteurs, chercheurs en renseignement open source et analystes de données – qui se sont engagés à démanteler les réseaux criminels organisés, à lutter contre les crimes financiers qui y sont associés et à mettre au jour les méthodes opérationnelles utilisées pour transférer des fonds illicites. Nous tenons à exprimer notre gratitude à nos collègues de la Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC) pour leur soutien technique, leur collecte de données et leur contribution stratégique tout au long de l'enquête.

© 2025 Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

Tous droits réservés.

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit sans l'autorisation écrite de l'Observatoire central africain sur le crime organisé et la violence.

Couverture : © Sia Kambou/AFP via Getty Images

Pour tous renseignements :

Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Avenue de France 23
Genève, CH-1202
Suisse

www.globalinitiative.net

Sommaire

Abréviations	ii
Résumé	1
Introduction	3
La monnaie numérique en RCA : de grandes promesses, des risques sérieux	5
Innovation monétaire ou activité risquée ?	5
Le sango coin ou le bradage de la souveraineté	7
Le memecoin \$CAR.....	9
La monnaie numérique : un outil de captation criminelle ?	11
Le cercle des cryptomonnaies : les réseaux parallèles à l'origine des stratagèmes	11
Création de cryptomonnaies : pertes publiques et profits privés	12
Ventes de terrains à des fins spéculatives	14
Conclusion	17
Annexe: comptes de jetons	18
Notes.....	19

Abréviations

CFA	Communauté financière africaine
COMIGEM	Comptoir des Minéraux et Gemmes
FMI	Fond monétaire international
GABAC	Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique Centrale
MCU	Mouvement Coeurs Unis
RCA	République centrafricaine



Résumé

Au cours des trois dernières années, la République centrafricaine (RCA), un État fragilisé par une instabilité chronique, la criminalité transnationale organisée et l’ingérence de puissances étrangères, a lancé une série d’initiatives liées aux cryptomonnaies qui font peser de sérieux risques sur l’avenir économique du pays et créent un environnement propice à l’infiltration et à la captation de l’économie nationale par des réseaux criminels internationaux.

Lancé en pleine guerre menée par des mercenaires russes et les forces armées nationales contre des populations civiles considérées comme affiliées à des groupes rebelles, le gouvernement de la RCA a affirmé que son programme de cryptomonnaie était conçu pour le bien du peuple et qu’il stimulerait la croissance économique et le développement des infrastructures dans tout le pays¹. Une telle affirmation apparaît toutefois peu crédible. Une population largement appauvrie, confrontée à des violences extrêmes — exécutions sommaires, torture et violences sexuelles — et disposant d’un accès très limité à l’électricité, aux télécommunications mobiles et à Internet, ne saurait participer de manière significative à des investissements en cryptomonnaies. Au contraire, le programme de cryptomonnaie initié par le gouvernement centrafricain semble davantage répondre aux intérêts d’investisseurs étrangers qu’aux besoins fondamentaux de sa population².

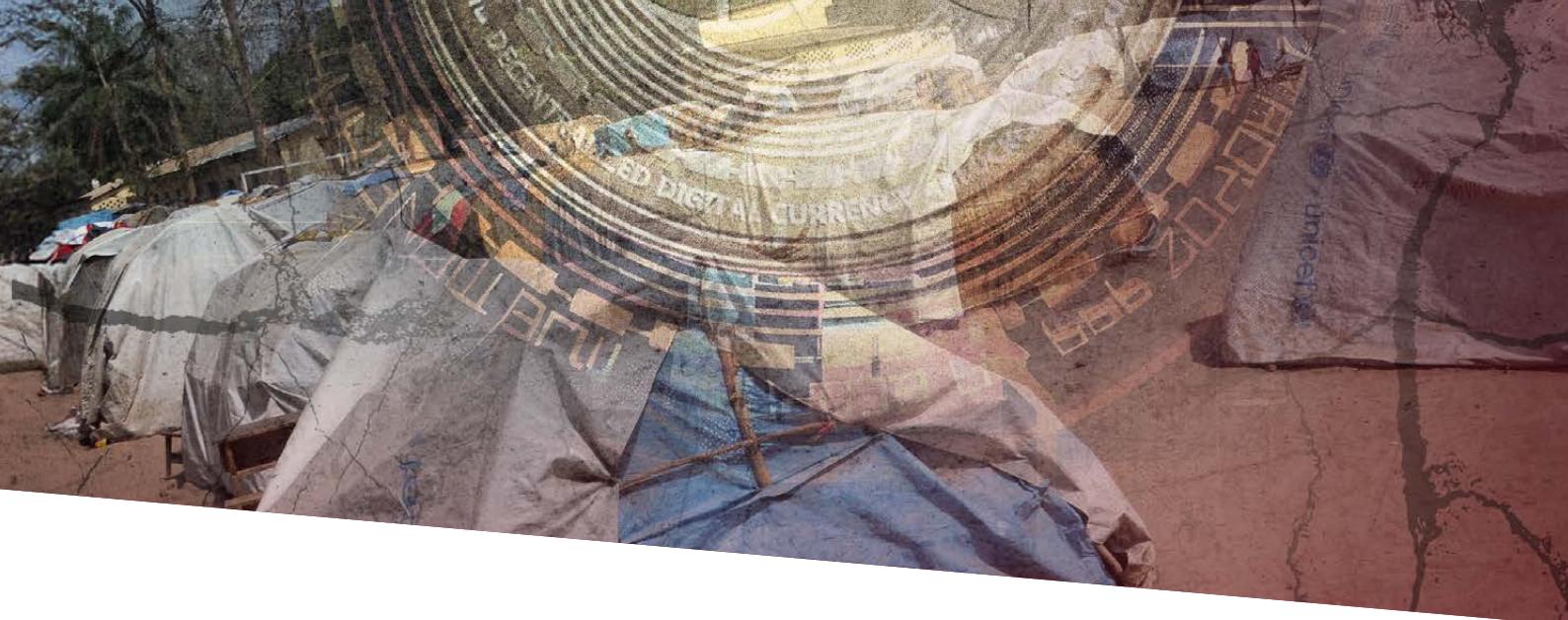
Les cryptomonnaies sont reconnues comme des instruments exploités par des réseaux criminels transnationaux, notamment pour le blanchiment de capitaux, le trafic de stupéfiants, les fraudes financières, les attaques par rançongiciel, le contournement des régimes de sanctions internationales et le financement du terrorisme. Or, les initiatives de la RCA en matière de cryptomonnaies ne sont pas assorties de la réglementation et de la surveillance nécessaires pour protéger le système contre ces flux financiers illicites. Les deux principales initiatives de la RCA dans ce domaine, d’abord le Sango Coin, puis le memecoin \$CAR, ont été lancées à la hâte et semblent avoir donné de mauvais résultats.

Les politiques adoptées par le pays en matière de cryptomonnaies — notamment la décision d’accorder à celles-ci le statut de monnaie légale — ont suscité de vives critiques de la part des institutions financières internationales, des régulateurs bancaires régionaux ainsi que de la Cour constitutionnelle du pays³. Plus particulièrement, la loi de juillet 2023 facilitant la tokenisation des ressources nationales — en

permettant à des jetons numériques émis sur une blockchain de représenter des droits de propriété, d'usage ou des flux de revenus liés au pétrole, à l'or, au bois ou fonciers — est entachée de graves lacunes en matière de gouvernance et fait peser des risques significatifs sur la souveraineté du pays. Enfin, l'implication, dans l'élaboration du programme de cryptomonnaie national, de ressortissants étrangers ayant fait l'objet d'accusations ou étant impliqués dans des fraudes et d'autres activités criminelles ne fait que fragiliser davantage la crédibilité déjà contestée de cette initiative⁴.

En fin de compte, les initiatives de la RCA en matière de cryptomonnaie – conçues de manière incohérente, mal exécutées et remplies de signaux d'alerte – favorisent en réalité les intérêts des élites, voire des acteurs criminels, au détriment de la population dans son ensemble. Plutôt que d'être un instrument d'innovation monétaire, elles constituent un moyen supplémentaire d'exercer une emprise et d'exploiter le pays afin que ceux qui détiennent le pouvoir puissent conserver leur statut.

Ces dernières années, l'espace réservé à la recherche indépendante et à la société civile en RCA s'est considérablement réduit. L'accès à l'information est devenu de plus en plus limité. Un climat de peur règne parmi ceux qui détiennent des informations sensibles, si bien que très peu d'entre eux sont prêts à s'exprimer par crainte de représailles. Pour ces raisons, le présent document s'appuie sur des informations et des données accessibles au public obtenues grâce à des techniques de recherche en source ouverte. Il est le fruit de trois approches de recherche complémentaires : une analyse documentaire approfondie, une enquête en source ouverte et une analyse des cryptomonnaies⁵.



Introduction

Depuis 2022, le président de la RCA, Faustin-Archange Touadéra, a soutenu une série d'initiatives liée aux cryptomonnaies qui menacent la souveraineté économique de son pays et favorisent une mainmise accrue des acteurs étrangers et des réseaux criminels. Ces initiatives reflètent une dynamique de longue date caractérisée par la fragmentation progressive de l'autorité de l'État et l'externalisation de la richesse nationale au bénéfice d'intérêts privés étrangers⁶.

Depuis son accession à la présidence en 2016, F.-A. Touadéra s'est largement appuyé sur des acteurs de sécurité étrangers, ainsi que sur des réseaux politico-criminels transnationaux, pour consolider son pouvoir⁷. Le plus emblématique d'entre eux est le groupe paramilitaire russe Wagner, qualifiée d'organisation criminelle transnationale, qui a joué un rôle central dans la sécurisation et la pérennisation du régime, notamment lors de la campagne électorale controversée de 2020-2021⁸. Pendant trois ans, les mercenaires de Wagner, opérant aux côtés des forces armées centrafricaines et de milices locales, ont conduit des opérations caractérisées par de graves violations des droits humains. Selon les Nations unies, certaines de ces exactions pourraient constituer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité⁹. En contrepartie de son soutien sécuritaire au président Touadéra, Wagner — à l'instar d'autres partenaires étrangers — a bénéficié d'un accès privilégié aux ressources naturelles de la RCA, en particulier dans les secteurs minier et forestier¹⁰.

Soutenu par la Russie, le Rwanda et des intérêts commerciaux étrangers – notamment des réseaux criminels organisés –, F.-A. Touadéra a renforcé son pouvoir¹¹. Une réforme constitutionnelle controversée de 2023, qui a notamment supprimé la limitation du nombre de mandats présidentiels, a consolidé ce que les observateurs décrivent comme le « système Touadéra »¹². Ce système repose sur le soutien de son parti politique, le Mouvement Cœurs Unis (MCU), et d'un réseau de conseillers de l'ombre, mobilisés selon les besoins pour faire avancer les objectifs politiques et économiques changeants du président¹³.

Dans un contexte marqué par le retrait progressif des bailleurs de fonds occidentaux, l'effondrement des finances publiques et l'épuisement des ressources



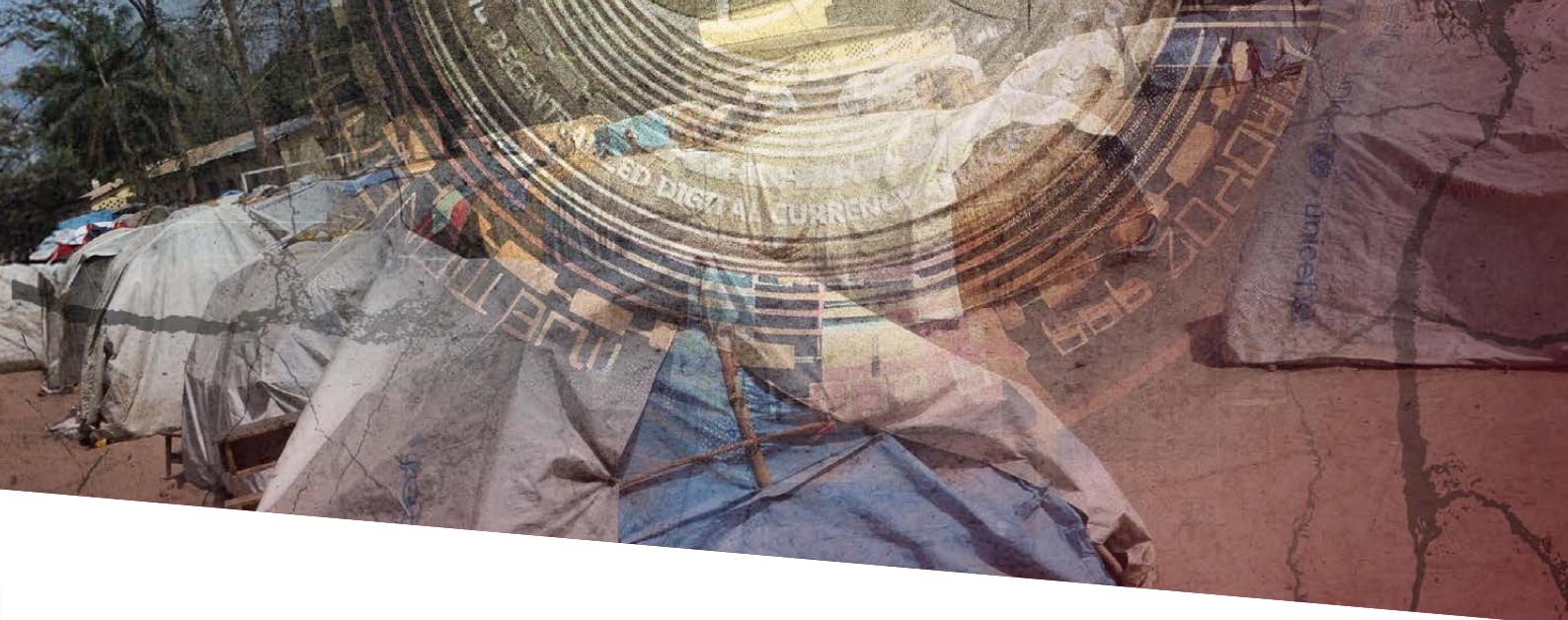
Le président Faustin-Archange Touadéra en janvier 2025 lors d'une rencontre avec Vladimir Poutine en Russie. © Evgenia Novozhenina/POOL/AFP via Getty Images

nationales sous l'effet conjugué de la violence armée et des crises humanitaires persistantes dans les zones rurales, le gouvernement centrafricain s'est tourné vers les cryptomonnaies¹⁴. En 2022, à l'approche de la réforme constitutionnelle, la RCA est devenue le deuxième pays au monde à légaliser la cryptomonnaie comme monnaie officielle. Au cours des trois années qui ont suivi, le pays a lancé deux cryptomonnaies distinctes et autorisé la vente de ressources minérales, de forêts, de terres agricoles et de passeports en échange de cryptomonnaies.

Ces initiatives successives ont été semées d'embûches et ont manqué de garanties réglementaires significatives, ce qui a favorisé la fraude financière et ouvert la voie à la criminalité transnationale organisée. En mettant en place une plateforme qui sert principalement les intérêts de réseaux puissants opérant de manière opaque, le régime centrafricain compromet de facto la souveraineté du pays au détriment des intérêts collectifs de l'ensemble de la population.

Évolution de la cryptomonnaie en RCA

Dynamique politique et sécuritaire	Cryptomonnaie
13 JANVIER 2021 – UNE TENTATIVE DE COUP D’ÉTAT A LIEU DANS LA CAPITALE, BANGUI Une tentative de coup d'État est organisée par la Coalition des patriotes pour le changement, menaçant la réélection de Touadéra et les intérêts de ses alliés.	AVRIL 2022 – LE BITCOIN DEVIENT UNE MONNAIE LÉGALE La RCA devient le premier pays africain à adopter le bitcoin comme monnaie légale parallèlement au franc CFA, dans le but de moderniser son économie et d'attirer les investissements internationaux.
18 JANVIER 2021 – FAUSTIN-ARCHANGE TOUADÉRA EST RÉÉLU PRÉSIDENT La Cour constitutionnelle confirme la réélection de Touadéra pour un second mandat.	JUILLET 2022 – LANCEMENT DU SANGO COIN La cryptomonnaie sango coin, adossée au Bitcoin, est introduite en tant que monnaie numérique nationale, conçue pour faciliter les investissements dans les ressources naturelles du pays. La citoyenneté, la résidence électronique et l'accès à la propriété foncière sont proposés comme incitations aux investisseurs.
FIN JANVIER 2021-2023 – DES MASSACRES ET DES ACTES DE TORTURE SONT PERPÉTRÉS DANS TOUT LE PAYS Les mercenaires russes et les forces armées nationales, soutenues par les milices locales, se lancent dans une offensive de trois ans contre les groupes armés rebelles, occupant les sites miniers et commettant ce qui pourrait être qualifié de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.	AOÛT 2022 – DÉCISION DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE La Cour constitutionnelle de la RCA statue que les cryptomonnaies ne peuvent pas être utilisées pour obtenir la citoyenneté ou un permis de séjour, limitant ainsi certaines des incitations initiales du sango coin.
25 JUILLET 2022 – L’ONU FAIT ÉTAT DE GRAVES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme publie deux rapports, l'un détaillant une attaque brutale et organisée contre un village par une milice progouvernementale, et l'autre décrivant comment certains groupes armés ont perpétré de manière systématique et généralisée des actes de violence sexuelle à répétition. ¹⁵	MARS 2023 – SUPPRESSION DU STATUT DE MONNAIE LÉGALE Le Parlement centrafricain abroge la loi qui donnait cours légal au bitcoin et aux autres cryptomonnaies, suite aux objections des autorités financières régionales et internationales.
DÉCEMBRE 2022 – LES CRISES HUMANITAIRES S’AGGRAVENT EN RCA En République centrafricaine, 1,3 million de personnes sont réfugiées ou déplacées à l'intérieur du pays, selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. ¹⁶	JUILLET 2023 – ADOPTION D’UNE LOI VISANT À TOKENISER LES RESSOURCES NATURELLES Le Parlement adopte une loi permettant de convertir la propriété des ressources naturelles en jetons numériques sur une blockchain.
JUILLET 2023 – RÉFORME CONSTITUTIONNELLE Un référendum contesté supprime les limites constitutionnelles au nombre de mandats présidentiels et affaiblit la Cour constitutionnelle.	FÉVRIER 2025 – INTRODUCTION DU MEMECOIN \$CAR La République centrafricaine lance le \$CAR, une cryptomonnaie inspirée des memes, présentée comme un moyen de sensibiliser la communauté internationale et de soutenir le développement national, malgré les défis auxquels le pays est confronté.
JUILLET 2025 – TOUADÉRA ANNONCE SA CANDIDATURE POUR UN TROISIÈME MANDAT Le président a déclaré lors d'une réunion du MCU qu'il se présenterait pour un troisième mandat, auparavant inconstitutionnel. ¹⁷	MAI 2025 – TOKENISATION DES TERRAINS À L'AIDE DU \$CAR Touadéra signe un décret présidentiel visant à tokeniser 1 700 hectares de terres en RCA.



La monnaie numérique en RCA : de grandes promesses, des risques sérieux

En avril 2022, la RCA a mis en place un cadre juridique pour les cryptomonnaies et a reconnu le bitcoin comme monnaie légale au même titre que le franc CFA¹⁸. Cette initiative a été menée en marge des institutions nationales et des autorités financières régionales, suscitant une opposition immédiate de la Banque des États de l'Afrique centrale et de la commission bancaire régionale. Ces dernières ont averti que la loi contrevenait aux engagements découlant des traités en vigueur et faisait peser un risque sérieux sur la stabilité financière régionale¹⁹. Loin de se laisser décourager, F.-A. Touadéra a présenté cette initiative comme une voie vers la prospérité et la modernisation. Son chef de cabinet a déclaré à la presse : « Le président soutient ce projet de loi car il améliorera les conditions de vie des citoyens centrafricains²⁰ ».

À cet égard, l'initiative était irréaliste. Avec seulement 15,7 % de la population raccordée à l'électricité²¹, moins de 40 % disposant d'un abonnement mobile et un produit intérieur brut par habitant de seulement 467 dollars américains²², la plupart des citoyens ne disposaient pas des infrastructures et des ressources nécessaires pour échanger des monnaies numériques. Dans la pratique, cette décision visait principalement à attirer les investisseurs et les capitaux étrangers. Or, rare sont les entreprises légitimes disposées à s'engager dans un pays en situation de conflit, caractérisé par une fragilité étatique profonde et une corruption endémique. L'initiative a donc laissé le champ libre à des acteurs prédateurs et criminels²³.

Innovation monétaire ou activité risquée ?

Lorsque la loi de 2022 reconnaissant le bitcoin comme monnaie légale a été adoptée, la RCA se trouvait au cœur d'une intense lutte géopolitique. Cinq ans plus tôt, le régime Touadéra avait forgé une alliance stratégique avec la Russie, à la suite de quoi le groupe Wagner s'était implanté en RCA, fournissant une formation militaire et des services de sécurité, et faisant avancer les intérêts de Moscou en Afrique. Parallèlement, la RCA s'était éloignée de ses anciens partenaires occidentaux, notamment

Touadéra a présenté cette initiative comme une voie vers la prospérité et la modernisation.

la France et l'Union européenne, et, avec Wagner, avait parrainé des campagnes de désinformation visant les intérêts occidentaux²⁴. Cette situation a conduit à des luttes de pouvoir entre les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies.

L'alliance entre la RCA et la Russie a toutefois rapidement révélé les fragilités structurelles du système financier centrafricain. En octobre 2017, une délégation centrafricaine s'est rendue à Sotchi pour s'entretenir avec le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov²⁵. Si les échanges ont porté sur des domaines variés — exploitation minière, coopération sécuritaire, enjeux politiques et communications —, la question bancaire est apparue comme un point de blocage central. Selon le compte rendu de la réunion publié par le média indépendant Mondafrrique, « toutes les banques de la République centrafricaine effectuent leurs virements via des comptes correspondants en France, ce qui empêche la partie russe d'effectuer des virements bancaires ». Pour résoudre ce problème, les parties ont convenu que « la partie russe avait le droit d'effectuer des paiements en espèces », qui seraient livrés par jet privé²⁶. La délégation centrafricaine aurait exprimé sa volonté d'étudier d'autres mécanismes de transfert d'espèces avec son ministère des Finances²⁷, et en 2022, F.-A. Touadéra avait trouvé une solution, annonçant : « L'alternative à l'argent liquide est la cryptomonnaie²⁸ ».

En introduisant une cryptomonnaie nationale, le régime Touadéra aurait pu percevoir plusieurs avantages potentiels :

- L'autonomie monétaire, en réduisant la dépendance vis-à-vis du franc CFA contrôlé par la France.
- Les investissements étrangers, en tirant parti de la notoriété mondiale du bitcoin pour attirer les investisseurs dans des secteurs à forte marge tels que l'exploitation minière, l'énergie et la finance numérique.
- L'intégration numérique, en positionnant la RCA comme un acteur de premier plan au sein de l'écosystème mondial des technologies financières.
- Un financement alternatif, en diversifiant les flux financiers dans un pays exclu des marchés internationaux du crédit
- Des gains fiscaux, en captant des revenus grâce aux frais de transaction, à la taxation ou à l'octroi de licences dans un contexte de faible pénétration bancaire

Bien qu'aucune sortie du franc CFA n'ait été officiellement annoncée, la décision de légaliser la cryptomonnaie a marqué une tentative de contourner les contraintes financières structurelles. Plus largement, elle reflétait un effort visant à attirer des investisseurs étrangers non traditionnels opérant en dehors des circuits bancaires conventionnels, comme le groupe Wagner, une organisation criminelle transnationale désignée comme telle²⁹.

Lors de l'adoption de la loi, les régulateurs bancaires régionaux ont averti que la légalisation des cryptomonnaies comportait des risques importants : volatilité extrême des prix, criminalité liée aux cryptomonnaies, blanchiment d'argent, financement du terrorisme et évasion fiscale³⁰. La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a par la suite relayé ces préoccupations, mettant en garde contre le fait que les cryptomonnaies ouvraient de nouveaux canaux aux flux financiers illicites dans les pays en développement³¹.



Un membre de l'armée centrafricaine portant le symbole du groupe Wagner, qui a fourni une formation militaire et des services de sécurité au régime du président Touadéra. © Patrick Meinhardt/AFP via Getty Images

La mesure de protection la plus importante pour tout pays était d'éviter d'accorder aux crypto-actifs le statut de monnaie officielle.

Ces mises en garde n'étaient pas sans fondement. Au Salvador, seul autre pays à avoir adopté la cryptomonnaie comme monnaie légale, le gouvernement n'a finalement pas tenu ses promesses. L'initiative, adoptée en septembre 2021, a été abandonnée en janvier 2025³². Le Fonds monétaire international (FMI) avait depuis longtemps averti que de telles politiques comportaient « des risques importants pour l'intégrité financière et celle des marchés, la stabilité financière et la protection des consommateurs³³ ». Depuis lors, le FMI a souligné que la mesure de protection la plus importante pour tout pays était d'éviter d'accorder aux crypto-actifs le statut de monnaie officielle ou de monnaie légale, précisant que sans cadres réglementaires et politiques complets, les conséquences pourraient être « désastreuses³⁴ ».

Le sango coin ou le bradage de la souveraineté

Malgré ces avertissements, en juillet 2022, quelques mois seulement après l'adoption de la loi reconnaissant la cryptomonnaie comme monnaie légale, la RCA a commencé à émettre sa propre cryptomonnaie nationale, le sango coin³⁵, sur la blockchain bitcoin³⁶. Qualifié d'« initiative économique la plus progressiste d'Afrique et au-delà », le projet avait pour objectif de créer un « nouveau système monétaire » pour le pays³⁷, comprenant une banque nationale numérique et un trésor national en bitcoins³⁸.

Dès son lancement, le projet sango coin a été conçu et promu comme un instrument visant à attirer des capitaux et des investisseurs étrangers. Il proposait notamment l'octroi de passeports centrafricains en contrepartie d'un paiement de 60 000 dollars américains en cryptomonnaie, sous réserve que l'acquéreur conserve l'équivalent en sango coin pendant une durée minimale de cinq ans. Le dispositif prévoyait également une résidence électronique pour un montant de 6 000 dollars américains en sango coin, à conserver pendant au moins trois ans, ainsi que l'accès à des parcelles de terrain pour 10 000 dollars américains en sango coin, conservés sur une période de dix ans³⁹. Par ailleurs, le programme permettait à des investisseurs étrangers d'acquérir, à des conditions financières avantageuses, des participations dans les secteurs minier et forestier⁴⁰.

Le projet prévoyait en outre que le sango serait « le catalyseur de la tokenisation des ressources naturelles du pays », permettant en substance au gouvernement de lever des fonds auprès d'investisseurs en échange de jetons numériques, ou obligations, adossés à des ressources appartenant à l'État⁴¹. Le prospectus promettait également la création d'une « crypto-ville » et d'une « crypto-île » à Bangui, la capitale, qui seraient développées pour devenir « une ville futuriste au cœur de l'Afrique »⁴². Il indiquait que l'amélioration des infrastructures physiques du pays était « l'un des principaux piliers du projet sango⁴³ ».

En août 2022, cependant, la Cour constitutionnelle a jugé que l'achat de la citoyenneté, de la résidence électronique ou de terres à l'aide de cryptomonnaies était inconstitutionnel⁴⁴. On ignore toujours si la citoyenneté a été accordée dans le cadre de cette initiative, avant ou après la décision de la Cour. Cependant, un cercle d'élite proche de Faustin-Archange Touadéra a été impliqué à plusieurs reprises dans la vente de passeports diplomatiques à des ressortissants étrangers, notamment à des criminels notoires et des trafiquants de drogue recherchés par la justice internationale⁴⁵. En dépit de la décision de la Cour constitutionnelle, le gouvernement de Touadéra a continué à soutenir ce programme, affirmant que cette décision ne remettait pas en cause la loi n° 22.004 du 22 avril 2022, qui régit les cryptomonnaies en RCA⁴⁶.

Cette position a légèrement évolué en mars 2023. Sous la pression de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, du FMI et de la Banque mondiale, entre autres, le parlement a modifié le 23 mars 2023 la loi d'avril 2022

régissant les cryptomonnaies, révoquant ainsi le statut de monnaie légale du bitcoin et assouplissant l'« obligation » d'accepter les cryptomonnaies comme moyen de paiement pour la remplacer par la « liberté » de le faire⁴⁷.

Ces changements n'ont toutefois pas découragé les initiatives de la RCA en matière de cryptomonnaie et, en juillet 2023, le Parlement a adopté une nouvelle loi sur la tokenisation des terres et des ressources naturelles, en contradiction manifeste avec la décision de la Cour constitutionnelle⁴⁸. Destinée à compléter la loi d'avril 2022 sur les cryptomonnaies, elle a ouvert la voie à une stratégie globale visant à numériser et à commercialiser les richesses naturelles du pays, notamment les minéraux, le pétrole, les forêts et les terres agricoles, et à autoriser explicitement l'utilisation de monnaies virtuelles, en particulier le sango coin, dans le processus d'investissement⁴⁹.

Cette nouvelle loi prévoyait la publication des titres miniers sur la plateforme Sango, lesquels devaient être mis aux enchères au profit d'entreprises enregistrées localement⁵⁰. Elle autorisait également les investisseurs étrangers à enregistrer directement leurs entreprises en ligne et à acquérir des titres miniers, ainsi que des concessions foncières et forestières. Le dispositif leur permettait en outre de solliciter des visas d'affaires par l'intermédiaire du système⁵¹. La législation mettait à disposition « au moins 5 000 hectares de terres prédélimitées » pour des concessions d'une durée comprise entre 49 et 99 ans⁵². Elle autorisait par ailleurs la tokenisation de terres agricoles allant de 10 à 200 000 hectares, ainsi que le morcellement de terres forestières de 10 000 à 500 000 hectares dans le cadre de licences renouvelables de 30 ans. L'ensemble des parcelles devait être développé dans un délai de cinq à sept ans, sous peine de retrait ; une exigence dont l'application apparaissait peu probable au regard de la faiblesse des institutions étatiques⁵³.

Présentée comme une initiative en faveur de l'innovation, la promotion de la cryptomonnaie et la tokenisation des ressources de la RCA – sans contribution apparente au trésor public ni aux prévisions budgétaires – ont renforcé les inquiétudes concernant l'exploitation de ces nouveaux systèmes, l'érosion de la souveraineté nationale et l'absence de garanties pour l'intérêt public et les communautés locales. Cette initiative a également ouvert la voie à la spéculation étrangère et à des transactions opaques. Fin 2023, le Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale (GABAC) a mis en garde contre le fait que les autorités gouvernementales n'avaient ni mené d'évaluation spécifique ni démontré une compréhension suffisante des risques « inhérents à l'utilisation abusive des actifs virtuels⁵⁴ ».

Finalement, l'initiative sango coin n'a pas atteint ses objectifs ambitieux. Alors que l'objectif était de vendre 210 millions de jetons en un an, seuls 10 % ont été achetés, soit moins de 2 millions d'euros au total⁵⁵. En l'espace de deux ans, l'initiative s'est largement essoufflée et son site web a été mis hors ligne jusqu'au 29 avril 2025, date à laquelle le compte X du projet a annoncé qu'il ne se poursuivrait pas sous sa forme initiale et qu'une transformation complète était en cours⁵⁶. Le statut des fonds déjà investis reste incertain et les plans ambitieux visant à développer une crypto-ville et une crypto-île ne se sont pas concrétisés.

Les cryptomonnaies favorisent la criminalité transnationale

Il est largement admis que les cryptomonnaies sont vulnérables à l'exploitation par les réseaux criminels transnationaux à des fins de blanchiment d'argent et d'autres activités illicites. Les acteurs criminels exploitent le pseudonymat⁵⁷, les lacunes réglementaires et la nature transnationale de ces actifs⁵⁸. Le Groupe d'action financière, Europol et la société d'analyse de chaînes de blocs Chainalysis ont documenté l'utilisation des transactions cryptomonétaires dans des crimes tels que le trafic de drogues, d'êtres humains, d'armes et d'animaux sauvages, ainsi que la fraude, l'extorsion, les

cyberattaques, le contournement des sanctions, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme⁵⁹.

Des affaires récentes dans le monde entier montrent comment des réseaux très sophistiqués utilisent les cryptomonnaies pour mener des opérations criminelles et blanchir des centaines de millions de dollars⁶⁰. Au début de l'année 2025, par exemple, les États-Unis ont accusé des pirates informatiques liés à la Corée du Nord d'avoir commis l'un des plus importants vols de cryptomonnaies jamais connus, en saisissant environ

1,5 milliard de dollars américains d'ethereum, une plateforme basée sur la blockchain similaire au bitcoin, auprès d'une entreprise basée à Dubaï⁶¹. La même année, INTERPOL a mené une opération contre la cybercriminalité à travers l'Afrique qui a abouti à plus de 1 200 arrestations et permis d'identifier 88 000 victimes : en Angola, les autorités ont démantelé 25 centres de minage de cryptomonnaies gérés par des ressortissants chinois et, en Zambie, elles ont mis fin à une escroquerie liée à des investissements dans les cryptomonnaies qui avait permis de soutirer environ 300 millions de dollars américains à ses victimes⁶².

En 2023, en RCA même, des centaines de personnes qui avaient confié leur argent à La Clé du Succès, une agence financière enregistrée en RCA et promouvant les investissements dans les cryptomonnaies, ont découvert qu'elles avaient été

escroquées et que la direction s'était enfuie avec jusqu'à 1,6 million de dollars américains en cryptomonnaies et en monnaie fiduciaire⁶³.

Bien que les canaux bancaires traditionnels continuent de faciliter les activités criminelles des réseaux criminels transnationaux organisés et des groupes terroristes, les actifs virtuels jouent un rôle de plus en plus important⁶⁴. Les cryptomonnaies telles que le bitcoin, l'ethereum et le monero, ainsi que les stablecoins comme le tether, sont de plus en plus utilisées par ces réseaux et groupes terroristes pour collecter, stocker et transférer des fonds⁶⁵. Ce phénomène s'accélère et le continent africain est de plus en plus exposé au risque de devenir un terrain fertile pour les escroqueries liées aux cryptomonnaies, la fraude financière transnationale et le blanchiment d'argent.

Le memecoin \$CAR

Dans le sillage de l'échec controversé de l'initiative sango coin, qui n'a pas suscité l'adhésion⁶⁶, F.-A. Touadéra a annoncé le 9 février 2025, via son compte X, le lancement d'un memecoin baptisé \$CAR⁶⁷. Les memecoins sont des jetons numériques hautement spéculatifs qui ont peu d'utilité financière réelle et qui sont généralement lancés avec un grand battage médiatique en ligne. Ils sont parfois associés à des personnalités publiques qui, si elles y participent, peuvent les utiliser à des fins de promotion et de profit. Aux États-Unis, la création d'un memecoin \$TRUMP, fonctionnant sur le réseau blockchain Solana⁶⁸, a coïncidé avec la deuxième investiture présidentielle de Donald Trump en janvier 2025. Il a été introduit par deux entités qui seraient affiliées à la Trump Organization et, selon Reuters, a généré près de 100 millions de dollars américains de frais de transaction au cours des deux premières semaines suivant son lancement⁶⁹.

F.-A. Touadéra a présenté la cryptomonnaie \$CAR, également hébergée par Solana sur la plateforme Pump.fun⁷⁰, comme « une expérience visant à montrer comment quelque chose d'aussi simple qu'un meme peut unir les gens, soutenir le développement national et mettre la République centrafricaine sur la scène mondiale d'une manière unique⁷¹ ». Bien que sa présentation ait été différente de celle de Trump, l'initiative était tout aussi spéculative et conçue comme un coup politique.

L'initiative de la cryptomonnaie \$CAR a été mise en œuvre par le Comptoir des Minéraux et des Gemmes (COMIGEM), une entreprise publique créée en 2009 pour superviser les ventes de diamants⁷², en collaboration avec une obscure entité privée appelée Barnsley⁷³.

Le lancement de \$CAR s'est déroulé dans un climat de chaos, alimentant des craintes largement partagées quant au caractère potentiellement frauduleux du projet⁷⁴. Le nom de domaine du site n'avait été enregistré que trois jours avant le lancement et, en l'espace de quelques heures, le service d'enregistrement a annoncé avoir « suspendu le service pour usage abusif⁷⁵ ». Le compte officiel du projet sur X a également été temporairement supprimé⁷⁶. Achevant d'entamer la crédibilité du projet, une vidéo publiée sur le compte X de F.-A. Touadéra, le montrant « lançant officiellement » l'initiative, a été signalée par des outils de détection de deepfakes comme ayant été générée par une intelligence artificielle⁷⁷.

Depuis son lancement, la cryptomonnaie \$CAR se caractérise par une volatilité extrême sur les marchés. Contrairement aux sango coins, assortis d'une période de blocage d'un an, les \$CAR peuvent être revendues immédiatement, quelle que soit l'ampleur des transactions, ce qui en fait un actif particulièrement imprévisible⁷⁸. Lors de son lancement, le

\$CAR a brièvement atteint une capitalisation boursière de plus de 900 millions de dollars américains en l'espace d'un week-end, avant de perdre rapidement plus de 75 % de sa valeur⁷⁹. La cryptomonnaie a néanmoins enregistré une légère reprise après l'annonce, en mai 2025, par F.-A. Touadéra, de la signature d'un décret présidentiel visant à tokeniser 1 700 hectares de terres dans la préfecture de la Lobaye, située à environ 50 kilomètres de la capitale Bangui⁸⁰, sous forme de concessions de 99 ans payables en \$CAR directement via la blockchain Solana⁸¹.

En novembre 2025, 122 parcelles de tailles variables avaient été vendues à un prix fixe d'environ 314 dollars américains par parcelle, pour un montant total avoisinant 38 308 dollars américains⁸².

Afin de susciter l'intérêt, F.-A. Touadéra a annoncé avoir lui-même acheté un terrain tokenisé, publiant un certificat de propriété foncière numérique sur les réseaux sociaux⁸³. Une analyse montre toutefois que ce certificat a probablement été généré à l'aide d'une intelligence artificielle, ce qui soulève des inquiétudes quant à la crédibilité du programme et aux risques qu'il comporte⁸⁴.

La Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC) n'a pas pu trouver de preuves montrant que les revenus provenant de la vente des jetons \$CAR ont été déclarés comme revenus publics ou intégrés au budget national, ni aucune information indiquant qu'ils ont directement profité à la COMIGEM⁸⁵.



Annonce par Touadéra de la tokenisation de plus de 1 700 hectares de terres en RCA. Photo : Faustin-Archange Touadéra, post X, 29 mai 2025

Ministère de l'Administration du Territoire **Ministère des Finances** **RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**
Unité - Dignité - Travail

Titre de concession:
2d8HFf1k43bNCjVrkowyK7jkMGwEjgJABCDdXhubhdSpvwGulyeHHCrEoBB6yg91
LDKas5tNWtm=

PROJET CRYPTO \$CAR COIN

Propriétaire: Faustin-Archange Touadéra
Nationalité: République Centrafricaine
Numéro de Parcelle: 5t
Superficie: 0.30 Ha
Coordonnées GPS:
4.2258373139668888; 0° 0' 0"
4.2258354799798; 0° 0' 0"
4.224671889324888; -98° 8' 0"
4.2246736621818; -98'

En vertu des lois foncières de la République Centrafricaine, le Décret 25.062 et dans le cadre du projet Crypto \$CAR, ces droits de concession attestent **Faustin-Archange Touadéra**, de nationalité **République Centrafricaine**, est le concessionnaire légitime de la parcelle de terrain N° 5t, située à BOSSONGO, enregistrée au registre foncier national.

Conditions de Propriété

- La concession de la parcelle est garantie tant que les taxes foncières sont régulières.
- Le titre de ce titre est effectif jusqu'à la date de paiement des taxes indiquée ci-dessous.
- Toute absence de paiement des taxes foncières à l'échéance entraînera une réévaluation des droits de propriété.

Validité du Paiement des Taxes

Taxes payées jusqu'au: 2025-12-31

Délivré par: La blockchain du projet \$CAR

2025-07-11 16:35:26
<https://www.carmemecoin.com>

Ci-dessus : certificat de propriété foncière tokenisé, probablement généré par l'IA. Photo : Faustin-Archange Touadéra, post X, 11 juillet 2025, https://x.com/FA_Touadera/status/1943744581767463411

À gauche : Terrains à vendre à Lobaye. Le site web indique que les terrains verts sont encore disponibles, tandis que les terrains rouges ont été vendus. Photo : site web du memecoin \$CAR.





La monnaie numérique : un outil de captation criminelle ?

Derrière le discours sur un nouveau système monétaire, la souveraineté et la modernisation, l'adoption de la cryptomonnaie par la RCA est une tentative de contourner les contraintes réglementaires financières, comme l'a clairement déclaré F.-A. Touadéra lors du lancement des projets de cryptomonnaie du pays en annonçant : « Pour nous, l'économie formelle n'est plus une option⁸⁶ ». Pourtant, comme l'a souligné très tôt le GABAC :

la RCA n'a pas démontré que les acteurs utilisant des actifs virtuels sur son territoire possèdent une compréhension approfondie des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme propres à ce sous-secteur [...]. Cette situation expose la RCA [...] au risque de devenir un pôle d'attraction pour toutes sortes de capitaux, notamment les fonds toxiques et ceux d'origine douteuse⁸⁷.

En effet, plusieurs pratiques et tendances observées dans le cadre des initiatives de la RCA en matière de cryptomonnaies montrent clairement que le pays a déjà ouvert la porte à des flux financiers opaques et à une potentielle mainmise criminelle. Elles soulèvent également des questions quant aux autres avantages que les dirigeants pourraient tirer de ces initiatives.

Le cercle des cryptomonnaies : les réseaux parallèles à l'origine des stratagèmes

Lorsque F.-A. Touadéra a lancé le projet de cryptomonnaie de la RCA, il était entouré de passionnés de cryptomonnaie, d'hommes d'affaires pro-russes et de magnats controversés, dont plusieurs avaient des antécédents de fraude internationale ou d'autres accusations et poursuites pénales⁸⁸. Leur implication aux côtés de F.-A. Touadéra entame davantage la crédibilité d'un programme déjà contestable et met en lumière le risque profond de captation de l'État par des réseaux criminels. Dans le scénario le plus préoccupant, elle laisse entendre que l'initiative cryptomonnaie de la RCA aurait été conçue pour enrichir un cercle restreint d'initiés, tout en ouvrant de nouvelles voies à l'influence étrangère et au crime organisé transnational, au détriment de la population dans son ensemble.

Parmi ce cercle figurent l'homme d'affaires suisse-roumain Nicolae Bogdan Buzaianu et Émile Parfait Simb, un gourou autoproclamé de la cryptomonnaie originaire du Cameroun. En novembre 2021, la femme d'affaires mauricienne Sandra Boodhun aurait présenté F.-A. Touadéra à N. B. Buzaianu⁸⁹, qui allait devenir l'architecte de l'initiative sango coin⁹⁰.

Selon Africa Intelligence, N. B. Buzaianu avait l'intention d'investir dans l'or en RCA⁹¹. En juin 2019, N. B. Buzaianu avait été dénoncé au ministère public suisse par TRIAL International, une organisation à but non lucratif basée à Genève. TRIAL International avait présenté des informations sur l'implication présumée de N. B. Buzaianu – présenté comme un associé de l'ancien président gambien Yahya Jammeh – dans le trafic de bois lié au conflit entre le Sénégal et la Gambie⁹². N. B. Buzaianu est soupçonné d'avoir participé à la vente de plus de 300 000 tonnes de bois précieux illégalement coupé au Sénégal vers les marchés chinois entre 2014 et 2017⁹³. En 2022, le bureau du procureur général suisse a annoncé qu'il avait ouvert une enquête sur les activités de N. B. Buzaianu en Gambie⁹⁴. Research Initiative, un réseau de journalisme d'investigation, a écrit en 2024 que N. B. Buzaianu « continue d'exploiter un vaste réseau d'entreprises interconnectées à travers l'Europe et l'Afrique, stratégiquement structuré pour dissimuler son implication. Des rapports récents révèlent ses efforts pour étendre son influence en Afrique, renforçant ainsi sa réputation d'exploiteur de ressources et de manipulateur des systèmes financiers⁹⁵ ». En décembre 2025, N. B. Buzaianu n'avait toujours pas été officiellement inculpé.

Émile Parfait Simb a été l'architecte de plusieurs stratagèmes liés aux cryptomonnaies dans son pays d'origine et a été accusé d'avoir escroqué près de 300 000 personnes pour un montant total de plusieurs milliards de dollars⁹⁶. Ses activités commerciales ont conduit à des arrestations au Burkina Faso et au Cameroun pour fraude et blanchiment d'argent⁹⁷, à une condamnation pénale au Bénin pour fraude sur Internet⁹⁸ et à des centaines de plaintes pour fraude de la part de participants à ses projets de cryptomonnaie aux États-Unis, au Canada, au Cameroun et en France⁹⁹. Sa notoriété lui a valu le surnom de « Madoff africain¹⁰⁰ », en référence au New-Yorkais Bernie Madoff, qui a été condamné en 2009 pour avoir mis en place la plus grande chaîne de Ponzi de l'histoire¹⁰¹. É. P. Simb est toutefois largement parvenu à échapper à ses responsabilités, une situation que l'avocat Dominique Fousse, représentant les plaignants au Cameroun, attribue à la capacité de l'homme d'affaires à courtiser des personnalités influentes et puissantes. É. P. Simb lui-même l'a reconnu dans une note WhatsApp relayée par Afrique XXI : « Au Cameroun, j'ai entretenu un réseau de personnes qui croient en moi. Il me suffit de leur donner une instruction pour qu'elles obéissent.¹⁰² »

L'opacité qui entoure les projets de cryptomonnaie de la RCA est telle qu'il est difficile de déterminer avec précision le rôle d'É. P. Simb, mais il a sans aucun doute joué un rôle influent dans leur développement¹⁰³. En 2022, lorsque la RCA s'est lancée dans l'aventure cryptomonétaire, il occupait un poste au sein du gouvernement, possédait un passeport diplomatique centrafricain et entretenait des relations étroites avec F.-A. Touadéra¹⁰⁴.

É. P. Simb serait également lié au régime russe. Sa chaîne de télévision, Global TV, a été dirigée par un député russe et diffusait des contenus pro-russes et anti-français¹⁰⁵. En août 2022, il a pris le contrôle de l'Organisation africaine de la russophonie, qui serait une société écran servant les intérêts russes¹⁰⁶. É. P. Simb vit à Moscou depuis septembre 2023¹⁰⁷.

Création de cryptomonnaies : pertes publiques et profits privés

Le processus d'émission de jetons, par lequel de nouvelles cryptomonnaies sont créées, peut s'avérer particulièrement lucratif pour les développeurs, notamment dans le cas des memecoins tels que \$CAR et \$TRUMP¹⁰⁸. Ces derniers peuvent acquérir, dès les premières phases, une part importante de l'offre totale à un coût négligeable, puis placer ces avoirs dans des portefeuilles fiduciaires permettant une libération progressive des jetons. Si ce mécanisme peut donner l'illusion d'une certaine équité et d'une stabilité relative, il conduit en réalité les acheteurs ordinaires à acquérir des jetons à des prix artificiellement gonflés par le battage médiatique en ligne, les soutiens politiques ou des campagnes coordonnées sur les réseaux sociaux, les exposant ainsi aux effets de la volatilité des prix et aux pratiques de manipulation du marché.

Dans la pratique, l'émission de jetons transforme les actifs numériques spéculatifs en outils d'extraction de richesse, permettant à un petit groupe d'acteurs d'en tirer profit tout en exposant la population dans son ensemble à des risques non réglementés. Dans des États fragiles comme la RCA, de telles pratiques sapent la souveraineté économique et érodent la confiance du public dans les initiatives numériques soutenues par le gouvernement. Les citoyens sont exposés à l'exploitation, tandis que des acteurs étrangers se positionnent pour tirer profit des ressources nationales et des flux de capitaux.

Des recherches universitaires récentes renforcent ces inquiétudes. Des études à grande échelle menées sur la chaîne montrent que la plupart des jetons même nouvellement émis perdent presque toute leur valeur en quelques jours¹⁰⁹ et que seule une petite fraction continue d'être activement négociée après une semaine¹¹⁰. Les stratégies de croissance artificielle généralisées, associées à une concentration de la propriété, sont des caractéristiques récurrentes des memecoins à haut rendement. En créant une apparence trompeuse d'intérêt du marché, ces tactiques permettent aux premiers initiés – uniquement ceux qui achètent au stade le plus précoce et au prix le plus bas – de réaliser des profits substantiels, tandis que les acheteurs tardifs sont exposés à un effondrement rapide¹¹¹.

Le memecoin \$CAR illustre bien cette dynamique. Quelques minutes avant son lancement, un portefeuille lié au développeur anonyme du jeton a acheté 793,1 millions de jetons, soit 79,3 % de l'offre totale, en utilisant 85,9 SOL (la cryptomonnaie native de Solana), d'une valeur d'environ 16 600 dollars américains à l'époque¹¹². Cela a permis au développeur d'exercer un contrôle quasi total sur le marché et de dicter le calendrier, la distribution et la liquidité¹¹³. Dans les trente minutes qui ont suivi l'achat, le développeur a transféré d'importantes allocations de jetons (respectivement 350 millions, 100 millions, 250 millions et 93,1 millions de jetons) vers quatre portefeuilles fiduciaires différents (voir ci-dessous)¹¹⁴. Ces transferts ont coïncidé avec l'annonce du lancement de F.-A. Touadéra sur X, juste avant minuit, le 9 février 2025¹¹⁵.

Les mécanismes opaques de verrouillage dans \$CAR ont permis au développeur de contrôler l'offre de jetons et de décider du moment de leur mise en circulation, amplifiant ainsi la demande perçue. Cette concentration d'actifs accentue la volatilité et le risque de manipulation du marché, exposant les investisseurs ordinaires et ouvrant la voie à des pratiques spéculatives ou illicites.

Total 5 transfers								
Clear Filter X		Token (Include): CAR X		All SOL SPL				
Signature	Time	Action	From	To	Amount	Value	Token	
VvzZvh4CJ3eMj2zz...	9 months ago	TRANSFER	121ftnYRm3...D7dp3sfpo	GPZCsyCVHU...yo6Hl9rQC1	- 93,100,000	\$1,325,051.68	CAR	
3U482NWYvddAPSu...	9 months ago	TRANSFER	121ftnYRm3...D7dp3sfpo	krP4PwMNaf...U7RLXFFGDD	- 250,000,000	\$3,558,140.93	CAR	
3gpLjkJSnwvqpmGw...	9 months ago	TRANSFER	121ftnYRm3...D7dp3sfpo	5seRYGF2V...uBK66CEvri	- 100,000,000	\$1,423,256.37	CAR	
2D5mTpnTT2VYmJP...	9 months ago	TRANSFER	121ftnYRm3...D7dp3sfpo	9KdeDUoDet...ia7S9yf9Qe	- 350,000,000	\$4,981,397.3	CAR	
3EopoRXpPKIUwZcf...	9 months ago	TRANSFER	Pump.fun (CAR) Bonding Curve	121ftnYRm3...D7dp3sfpo	+ 793,100,000	\$16,604.09	CAR	

Achat et transfert de jetons vers des portefeuilles fiduciaires juste avant le lancement de la cryptomonnaie \$CAR. Photo : Solana Blockchain, Solscan



Le président Touadéra a largement promu le memecoin \$CAR sur X. Photo: Faustin-Archange Touadéra, posts X, février 2025

Des rapports corroborés sur la blockchain indiquent qu'un petit groupe de traders a réalisé d'importants profits presque immédiatement après que F.-A. Touadéra a partagé l'adresse du contrat \$CAR sur X¹¹⁶. Les données accessibles au public sont insuffisantes pour établir si le développeur ou les traders qui ont profité de la flambée rapide des prix étaient liés à l'entourage de F.-A. Touadéra. Cette incertitude met en évidence un paradoxe structurel au cœur de la cryptomonnaie : alors que la blockchain rend toutes les transactions publiquement traçables, les identités derrière les adresses de portefeuille restent cachées tant que les fonds circulent au sein de l'écosystème cryptomonétaire, créant un système opaque qui peut être exploité par des acteurs sans scrupules et des groupes criminels organisés.

Parallèlement à la création du \$CAR, son développeur détenait 31 autres cryptomonnaies, toutes vaguement liées à la RCA et indirectement au \$CAR (voir annexe)¹¹⁷. Cette pratique soulève de nombreuses questions. En contrôlant de nombreux jetons sur un thème similaire, le développeur pouvait donner l'impression d'une adoption généralisée de la cryptomonnaie et d'un élan national. Certaines cryptomonnaies intégraient même des métadonnées renvoyant vers des publications ou des images de F.-A. Touadéra, probablement pour leur donner un vernis de crédibilité¹¹⁸. Aucun de ces jetons n'a été officiellement approuvé par le programme cryptomonétaire de la RCA, et aucun n'a été lancé avec un livre blanc, le document d'information standard qui explique aux investisseurs les objectifs, la structure technique, les paramètres économiques et les cas d'utilisation pratique d'une cryptomonnaie. Certaines cryptomonnaies ont ensuite été échangées sur des plateformes d'échange afin d'accéder à des actifs virtuels plus liquides, tandis que d'autres ont été « brûlées », réduisant ainsi l'offre de jetons afin de gonfler la valeur des cryptomonnaies restantes¹¹⁹. Cette concentration du contrôle et cette orchestration croisée des jetons reflètent étroitement les risques documentés sur les marchés cryptomonétaires, où les grands détenteurs, ou « baleines », coordonnent l'offre et la gouvernance de multiples actifs, amplifiant ainsi les asymétries informationnelles, facilitant la manipulation du marché et sapant la décentralisation.

Ensemble, ces pratiques ouvrent la voie à des stratagèmes de « pump-and-dump » qui exposent les investisseurs à des pertes importantes tout en permettant au développeur et aux premiers acteurs bien informés d'en tirer profit¹²⁰. La prolifération de ces jetons souligne l'opacité et la nature hautement risquée des projets de cryptomonnaie de la RCA.

Ventes de terrains à des fins spéculatives

L'opacité des initiatives de la RCA en matière de cryptomonnaie devient encore plus préoccupante lorsqu'on la considère à la lumière du programme plus large du gouvernement visant à tokeniser les terres et les ressources naturelles. Historiquement, l'État centrafricain a monétisé ses ressources naturelles (diamants, or et bois) auprès d'acteurs politiques et militaires étrangers, ainsi que de réseaux criminels organisés, en échange d'un soutien politique, d'une protection militaire ou d'un gain financier. Ces arrangements ont renforcé la corruption, affaibli la gouvernance et exposé les actifs stratégiques du pays à une exploitation illicite, tout en appauvrissant la population en privant les citoyens des bénéfices de leurs propres terres et ressources naturelles.

La proposition actuelle de tokeniser la vente de terrains via le memecoin \$CAR représente une nouvelle escalade. En convertissant les terres nationales en actifs numériques instantanément négociables sur des plateformes blockchain largement non réglementées, le gouvernement a créé un mécanisme qui est non seulement opaque, mais aussi accessible à pratiquement toute personne disposant de cryptomonnaie.

Contrairement aux transactions traditionnelles portant sur des ressources, qui s'appuient au moins sur des intermédiaires établis et des obligations contractuelles, les transferts de terrains tokenisés sont effectués sans vérification d'identité, sans mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et sans contrôle juridique exécutoire. Les acheteurs n'ont besoin que d'une adresse électronique et de cryptomonnaie, et les registres des transactions restent largement inaccessibles. La plateforme de tokenisation en ligne présente ce processus comme une méthode « quasi instantanée » pour acquérir des terrains en RCA, « sans paparasse » et « sans délai¹²¹ ». En conséquence, pratiquement toute personne, indépendamment de son origine, de son statut ou de ses intentions, peut acheter des terres.

Aggravant ce risque, la plateforme \$CAR interdit la revente des parcelles tant que les 5 900 lots n'ont pas tous été vendus, obligeant les investisseurs à se fier à la confiance collective dans la rentabilité du projet. Cet arrangement accentue à la fois les risques de liquidité et les risques juridiques¹²². La validité et l'applicabilité des certificats fonciers numériques délivrés dans le cadre de ce programme restent par ailleurs très discutables. Dans de nombreuses jurisdictions, les jetons représentant des actifs réels ne bénéficient pas d'une reconnaissance juridique claire ou uniforme, ce qui les place dans une zone grise où la propriété d'un contrat intelligent ne correspond pas nécessairement à celle d'un titre foncier traditionnel¹²³. En outre, en l'absence de cadres réglementaires solides et d'intégration des biens immobiliers tokenisés dans le cadastre, tout litige relatif à leur propriété ou transfert pourrait être soumis par défaut aux systèmes traditionnels d'enregistrement de la propriété foncière¹²⁴.

Revolutionizing real estate

We offer a borderless, near-instant method of purchasing land in the Central African Republic. No paperwork, no delays—just a straightforward blockchain-powered transaction.



Select desired plot

Browse an interactive, color-coded map of available (green) and sold (red) plots.



Link your wallet to buy available plots

Connect your Solana wallet, get the mail verified, introduce your name and nationality.



Buy

Confirm the purchase through your wallet; concession updates on-chain.



Receive a concession certificate.

Link your wallet to access available plots.

Description officielle du processus d'achat de terrains en RCA. Photo : site web du memecoin \$CAR, concession foncière tokenisée soutenue par un décret présidentiel en République centrafricaine

Email address

Confirm email address

Please confirm your email address before proceeding.
We will send you a verification code.

SEND VERIFICATION CODE

Name and surname
(As it is in your official document, it will be written like this on the concession certificate.)

Nationality

Phone number (optional)

Total:
334.600777108 USD/24432.33 \$CAR

FINISH PURCHASE

Wallet

Select Wallet

Don't have enough \$CAR ?

SWAP TO \$CAR

Page web présentant les informations requises pour acheter un terrain en RCA avec des memecoins \$CAR. Photo : site web du memecoin \$CAR

15

Cette approche constitue en fait une invitation ouverte aux réseaux criminels transnationaux organisés, qui peuvent exploiter le système pour blanchir des fonds illicites, acquérir le contrôle de terres et de ressources stratégiques ou obtenir un levier politique. La combinaison des modèles historiques de monétisation des ressources de la RCA, de l'opacité de l'écosystème blockchain et de l'absence de surveillance réglementaire crée un environnement à haut risque. Le système de tokenisation menace non seulement les investisseurs et les finances publiques, mais risque aussi de reproduire et d'amplifier des formes de corruption passées, désormais facilitées par l'anonymat et la rapidité offertes par les cryptomonnaies.

En octobre 2025, F.-A. Touadéra a annoncé publiquement que la prochaine phase de tokenisation de la RCA s'étendrait au-delà des terres pour inclure les droits miniers, promettant ainsi de tokeniser les concessions minières¹²⁵. Cette expansion dans le secteur minier est encore plus préoccupante. En plus d'appauvrir davantage la population, elle expose le pays à un risque accru d'exploitation illicite par des acteurs transnationaux et à une perte de contrôle sur ses ressources stratégiques. En l'absence de mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et compte tenu de la structure déjà opaque de la tokenisation foncière basée sur le \$CAR, les jetons de droits miniers pourraient être utilisés pour blanchir des revenus illicites ou obtenir le contrôle de facto sur des territoires riches en ressources. En outre, comme pour les terres tokenisées, il n'est pas clair si les droits miniers tokenisés conféreront des droits de propriété ou de concession juridiquement contraignants en vertu du code minier national de la RCA, ou s'ils resteront des constructions purement numériques sans garanties d'exécution.

Compte tenu de l'absence de contrôle de l'État ou d'un cadre juridique solide, ces droits miniers numérisés ont peu de chances de profiter à la population et présentent un risque élevé d'exploitation par des acteurs criminels.



Conclusion

La RCA demeure l'un des environnements les plus difficiles au monde pour les affaires et les investissements, figurant parmi les derniers du classement Business Ready de la Banque mondiale¹²⁶. La faiblesse des institutions, la corruption endémique, un environnement propice à la criminalité, des infrastructures défaillantes, une insécurité chronique et une économie très peu diversifiée découragent les investissements sérieux et rendent le pays vulnérable à la mainmise des élites.

Dans ce contexte, les efforts répétés du président F.-A. Touadéra pour introduire une cryptomonnaie – le sango coin en 2022 et le meme coin \$CAR en 2025 – et le développement d'une infrastructure cryptomonétaire opaque et imprévisible sont profondément préoccupants. Bien que présentés comme une stratégie visant à attirer les capitaux étrangers, les jetons spéculatifs attirent davantage les preneurs de risques et les réseaux potentiellement criminels que les investisseurs légitimes et à long terme. La conception et la distribution du jeton \$CAR, en particulier, suggèrent que l'enrichissement des élites pourrait être une fin en soi, permettant aux initiés de réaliser des profits rapides tout en conservant un vernis de légitimité. L'adoption plus large du bitcoin aggrave ces risques, car sa liquidité et son acceptation mondiale offrent un canal tout trouvé pour les sorties illicites de capitaux.

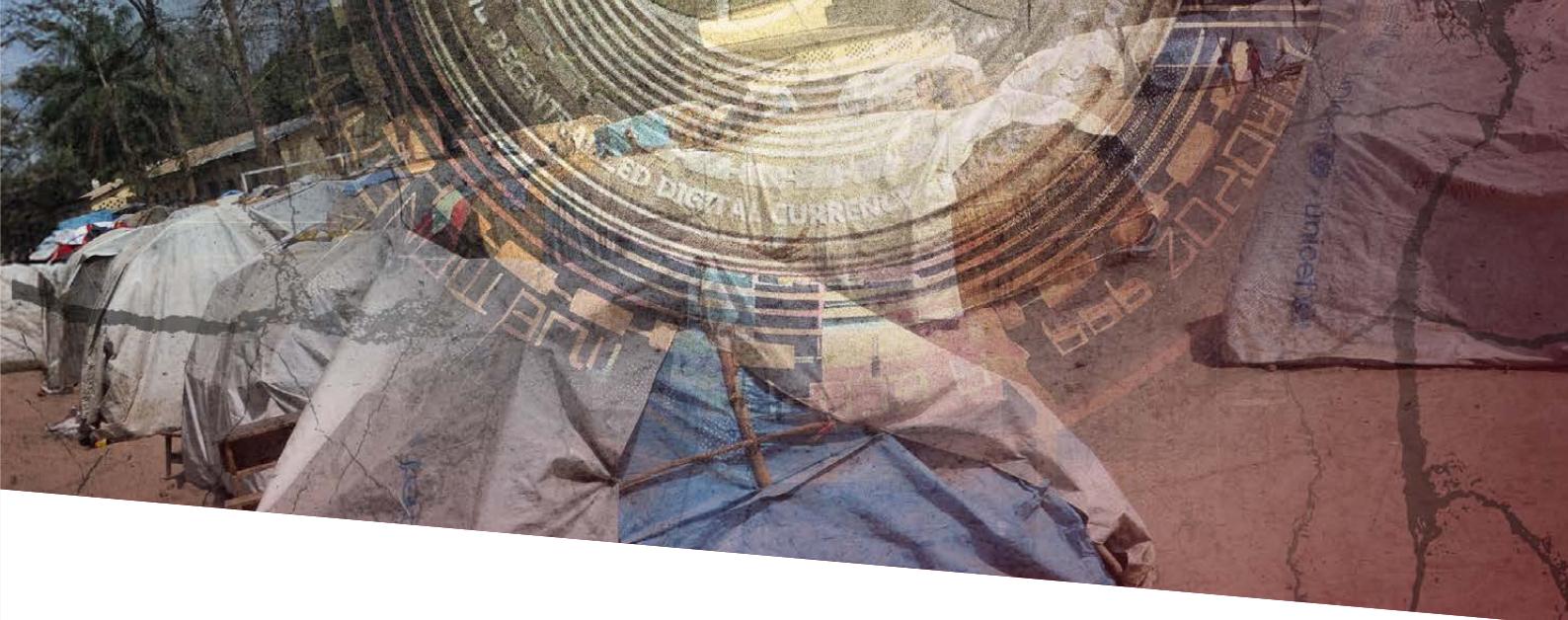
Dans le même temps, le gouvernement centrafricain a déjà monétisé les sites miniers en échange de la protection du régime et a commencé à tokeniser les terres, avec l'intention d'étendre la tokenisation aux droits miniers, accélérant ainsi la marchandisation des actifs nationaux stratégiques¹²⁷. De telles mesures ouvrent la voie à des acteurs étrangers qui peuvent exercer une influence disproportionnée et potentiellement prendre le contrôle de fonctions clés de l'État¹²⁸.

Si le sango coin et le memecoin \$CAR ont jusqu'à présent eu un impact économique limité, ces développements signalent une tendance dangereuse : la cryptomonnaie en RCA sert principalement les intérêts des élites établies et des réseaux criminels transnationaux. Sans cadres réglementaires solides, sans capacités institutionnelles et sans transparence, ces initiatives ont peu de chances de favoriser le développement durable. Au contraire, elles pourraient devenir des vecteurs de recherche de rentes, d'enrichissement des élites, de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, renforçant ainsi la position de la RCA en tant que plaque tournante du crime organisé transnational.

Annexe : comptes de jetons

Le développeur du memecoin \$CAR détient également 31 autres cryptomonnaies dont les noms font référence à la RCA, à ses programmes cryptomonétaires et au président F.-A. Touadéra. Ces cryptomonnaies ont été lancées en même temps que le \$CAR, mais la plupart ont cessé d'être négociées immédiatement après leur lancement.

Compte de jetons	Nom du jeton	Solde des jetons en novembre 2025	Date de création
Michel Djotodia	Djotodia	600 000 000	10 février 2025
BRIGITTE	BRIGITTE	825 000 000	10 février 2025
Brigitte	Brigitte	500 000 000	10 février 2025
Brigitte Touadéra	Brigitte	500 000 000	10 février 2025
Brigitte Touadéra	BRIGITTE	60 000 000	10 février 2025
Central African Republic Meme	CAR	700 000 000	9 février 2025
Sango Coin	SANGO	600 000 000	9 février 2025
Sango Coin	SangoCoin	500 000 000	9 février 2025
Sango Coin	Sango	500 000 000	9 février 2025
MASCOTTE DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	SANGHA	500 000 000	10 février 2025
CFA numérique	DCFA	301 057 553.95	10 février 2025
Le coffre-fort numérique de la République centrafricaine	CARV	99 810 362.31	10 février 2025
MASCOTTE DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	SANGHA	34 185 016.05	9 février 2025
Central African Republic Meme	CAR	281.2	10 février 2025
Central African Republic Meme	CAR	358	10 février 2025
Central African Republic Meme	CAR	268.5	10 février 2025
Franc CFA	CFAfranc	17 590 163.93	9 février 2025
Meme de la République centrafricaine	CAR	3 000.2	23 février 2025
Faustin-Archange Touadéra	Faustin	10 000 000	9 février 2025
COMIGEM	COMIGEM	10 000 000	10 février 2025
Faustin Archange Touadéra	Touadéra	3 564 784.05	10 février 2025
La cryptomonnaie de la République centrafricaine	CAC	3 564 784.05	10 février 2025
Président Touadéra	Touadéra	3 564 784.05	10 février 2025
Faustin Archange Touadéra	Touadéra	3 564 784.05	10 février 2025
Central African Republic Meme	CAR	51.39	10 février 2025
Central Africa Used Car Toyota	CAR	1 000 000	10 février 2025
Projet Sango	SANGO	1 000 000	10 février 2025
Faustin-Archange Touadéra	FAT	1 000 001	10 février 2025
Central African Popcat	POPCAR	393 289.12	11 février 2025
Faustin-Archange Touadéra Coin	Faustin	10 000	9 février 2025
Central African Republic Token	CART	20 000	10 février 2025



Notes

- 1 Reuters, *Central African Republic adopts bitcoin as an official currency*, 28 avril 2022, <https://www.reuters.com/world/africa/central-african-republic-adopts-bitcoin-an-official-currency-2022-04-27/>; Sango Coin website, 1 August 2022, <https://web.archive.org/web/20220801204351/https://sango.org/fr>.
- 2 Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique Centrale, Mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme République Centrafricaine: Rapport d'évaluation mutuelle, novembre 2023, <https://www.fatf-gafi.org/content/dam/fatf-gafi/fsrb-mer/Central-African-Republic-French-MER.pdf.coredownload.inline.pdf>; Jean-Fernand Koen, Le fiasco de la cryptomonnaie Sango Coin en Centrafrique, Deutsche Welle, 2 septembre 2022, <https://www.dw.com/fr/centrafrique-sango-coin-cour-constitutionnelle/a-63007614>.
- 3 Fond monétaire international, *Central African Republic: 2023 Article IV consultation and request for a 38-month arrangement under the Extended Credit Facility; press release; staff report; and statement by the executive director for the Central African Republic*, 2 mai 2023, <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2023/155/article-A001-en.xml>; voir LegalCrypto.In, *Legal crypto in CAR*, <https://legalcrypto.in/car/>; Maureen Songne, Bitcoin en Centrafrique: la Cobac monte à son tour au créneau, *Jeune Afrique*, 18 mai 2022, <https://www.jeuneafrique.com/1347482/economie-entreprises/bitcoin-en-centrafrique-la-cobac-fixe-a-son-tour-ses-regles/>; ONU commerce et développement, *All that glitters is not gold: The high cost of leaving cryptocurrencies unregulated*, juin 2022, https://unctad.org/system/files/official-document/presspb2022d8_en.pdf; ONU commerce et développement, *The cost of doing too little too late: How cryptocurrencies can undermine domestic resource mobilization in developing countries*, juillet 2022, https://unctad.org/system/files/official-document/presspb2022d10_en.pdf; Cour constitutionnelle République centrafricaine, Decision No 008/CC/22 du 29 août 2022, https://www.labase-lexenso.fr/sites/lexenso/files/lexenso_upload/d_c._constit._centre_afrique_29_aout_2022_ndeg_008cc22.pdf; Reuters, *Central African Republic top court blocks purchases with new cryptocurrency*, 29 August 2022, <https://www.reuters.com/technology/central-african-republic-top-court-blocks-purchases-with-new-cryptocurrency-2022-08-29/>.
- 4 Africa Intelligence, La conseillère spéciale de Faustin-Archange Touadéra derrière la relance d'une cryptomonnaie, 11 février 2025, <https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2025/02/11/la-conseillere-speciale-de-faustin-archange-touadera-derriere-la-relance-d'une-cryptomonnaie,110373989>; Africa Intelligence, Cryptomonnaie: Les premiers investisseurs du Sango Coin priés d'attendre, 7 février 2023, <https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2023/02/07/cryptomonnaie--les-premiers-investisseurs-du-sango-coins-pris-d-attendre,109910385> ; Financial Content, *Émile Parfait Simb and the evolving role of cryptocurrency in Africa's financial landscape*, 9 juin 2025, <https://www.financialcontent.com/article/binary-2025-6-10-mile-parfait-simb-and-the-evolving-role-of-cryptocurrency-in-africas-financial-landscape>.
- 5 La revue de la littérature a porté sur les reportages médiatiques consacrés à ce sujet depuis 2022, les déclarations officielles, les documents accessibles au public et les documents d'orientation publiés par des organisations internationales. La recherche open source a examiné les entreprises et les sites web mentionnés dans cette note. Les auteurs ont également utilisé des images satellites pour comparer les parcelles attribuées

- au programme de tokenisation \$CAR avec d'anciens sites de plantations nationales. Enfin, une analyse des flux financiers a été réalisée. Bien que les cryptomonnaies puissent être difficiles à tracer et donnent souvent une impression d'anonymat, les outils d'analyse de la blockchain permettent de cartographier les transactions et de détecter des schémas récurrents.
- 6 Africa Intelligence, *Pour régler la facture d'Africa Corps, Faustin-Archange Touadéra se tourne vers Abu Dhabi*, 11 novembre 2025, <https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2025/11/11/pour-regler-la-facture-d-africa-corps-faustin-archange-touadera-se-tourne-vers-abu-dhabi,110556675-eve>; Stephen W. Smith, *The elite's road to riches in a poor country*, dans *Making Sense of the Central African Republic*. Londres: Zed Books, 2015.
 - 7 Nathalia Dukhan, Ruben De Koning et Zobel Behalal, Richesses capturées : La message contenu dans le diamant disparu de la RCA, Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC), 24 octobre 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/central-african-republic-disappearing-diamond/>; Nathalia Dukhan, *State of prey: Proxies, predators, and profiteers in the Central African Republic*, The Sentry, octobre 2020, <https://thesentry.org/wp-content/uploads/2020/10/StateofPrey-TheSentry-Oct2020.pdf>; Nicholas Beau, La mission économique centrafricaine à Bruxelles soupçonnée de blanchiment d'argent, Mondaïque, 3 mai 2021, <https://mondaïque.com/economie/la-mission-economique-centrafricaine-a-bruxelles-soupconnee-de-blanchiment-dargent/>; Mondaïque, L'incroyable hold-up du Palace libyen de Bangui, 4 mars 2021, <https://mondaïque.com/international/lincroyable-hold-up-du-palace-libyen-de-bangui/>.
 - 8 Une note interne de l'UE sur la RCA datant de novembre 2021 et qui a fuité indiquait que la plupart des unités de l'armée nationale « opèrent sous le commandement direct ou la supervision des mercenaires du WG [Wagner Group] ». Elle soulignait que « la question de la dépendance des autorités centrafricaines vis-à-vis de RU/WG doit être résolue, car RU/WG ont accru leur influence dans de nombreux processus décisionnels nationaux ». Conseil de l'Union européenne, *Working document of the European External Action Service of 15/11/2021*, 22 novembre 2021, <https://s3.eu-central-1.amazonaws.com/euobs-media/4246332bc3a03d1da2b82a32cc58ec1c.pdf>; Africa Confidential, *Choosing Moscow*, 7 janvier 2022, <https://www.africa-confidential.com/article-preview/id/13753/choosing-moscow>; Eleanor Beevor et Alexandre Bish, L'imbroglio trifrontalier : Trafic d'armes, criminalité et violence aux frontières du Tchad, du Cameroun et de la République centrafricaine, GI-TOC, janvier 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/tri-border-tangle-arms-trafficking/>; United Nations Working Group, *Mandates on the use of mercenaries*, 24 mars 2021, <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownLoadPublicCommunicationFile?gId=26305>; US Department of the Treasury, *Treasury sanctions Russian proxy Wagner Group as a transnational criminal organization*, 26 janvier 2023, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1220>; Conseil de l'Union européenne, L'UE impose des mesures restrictives à l'encontre du groupe Wagner, 13 décembre 2021, <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2021/12/13/eu-imposes-restrictive-measures-against-the-wagner-group/>.
 - 9 Conseil de sécurité des Nations unies, Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2536 (2020) du Conseil de sécurité, 25 juin 2021, <https://docs.un.org/fr/S/2021/569>; Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, Rapport d'enquête sur l'attaque de Boyo, préfecture de la Ouaka – Du 6 au 13 décembre 2021, juillet 2022, <https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-07/rapportenquete-attaque-Boyo.pdf>; The Sentry, *Architects of terror: The Wagner Group's blueprint for state capture in the Central African Republic*, juin 2023, <https://thesentry.org/wp-content/uploads/2023/06/ArchitectsTerror-TheSentry-June2023.pdf>.
 - 10 Julia Stanyard, Thierry Vircoulon et Julian Rademeyer, La zone grise : L'engagement militaire, mercenaire et criminel de la Russie en Afrique, GI-TOC, février 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/russia-in-africa/>; Crisis Group, *Rwanda's growing role in the Central African Republic*, Crisis Group Africa Briefing No. 191, 7 juillet 2023, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/central-african-republic-rwanda/b191-rwandas-growing-role-central-african-republic>.
 - 11 Crisis Group, *Rwanda's growing role in the Central African Republic*, Crisis Group Africa Briefing No. 191, 7 juillet 2023; Africa Intelligence, Vague d'arrestations de travailleurs libanais sur fond de rivalités au sein de la diaspora, 20 novembre 2024, <https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2024/11/20/vague-d-arrestations-de-travailleurs-libanais-sur-fond-de-rivalites-au-sein-de-la-diaspora,110341671-art>; The Sentry, *Architects of terror: The Wagner Group's blueprint for state capture in the Central African Republic*, juin 2023, <https://thesentry.org/wp-content/uploads/2023/06/ArchitectsTerror-TheSentry-June2023.pdf>.
 - 12 Carol Valade, Centrafrique : l'adoption d'une nouvelle Constitution consacre le « système Touadéra », *Le Monde Afrique*, 8 août 2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/08/08/centrafrique-l-adoption-d-une-nouvelle-constitution-consacre-le-systeme-touadera_6184838_3212.html.

- 13 Parmi les proches alliés politiques de Touadéra figurent certaines personnes faisant l'objet de poursuites pénales. Par exemple, le ministre de l'Élevage, Hassan Bouba, est accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité par la Cour pénale spéciale de la RCA. Le ministre d'État Sani Yalo, quant à lui, a été accusé d'être à l'origine d'une tentative de coup d'État en Guinée équatoriale en 2017. Conseil des droits de l'homme des Nations unies, Situation des droits de l'homme en République centrafricaine : Rapport de l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, 25 août 2025, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/60/89>; The Sentry, Architects of terror: The Wagner Group's blueprint for state capture in the Central African Republic, juin 2023, <https://thesentry.org/wp-content/uploads/2023/06/ArchitectsTerror-TheSentry-June2023.pdf>; Pacôme Pabandji, Centrafrique: Sani Yalo, l'incontournable « homme de l'ombre » de Faustin-Archange Touadéra, Jeune Afrique, 16 octobre 2019, <https://www.jeuneafrique.com/843385/politique/centrafrique-sani-yalo-lincontournable-homme-de-lombre-de-faustin-archange-touadera/>; Africa Intelligence, The nebulous web of 'diplomats' around President Touadéra, 16 juin 2025, <https://www.africaintelligence.com/central-africa/2025/06/13/the-nebulous-web-of-%E2%80%99diplomats--around-president-touadera,110465270-ar2>.
- 14 Africa Confidential, Prime minister quits as funding crisis deepens, 15 février 2022, <https://www.africa-confidential.com/article-preview/id/13808/prime-minister-quits-as-funding-crisis-deepens>; Africa Confidential, Choosing Moscow, 7 January 2022, <https://www.africa-confidential.com/article-preview/id/13753/choosing-moscow>; voir aussi Acaps, Country analysis: CAR, <https://www.acaps.org/en/countries/car#>.
- 15 United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights, Central African Republic: UN reports detail serious violations, some possibly amounting to war crimes and crimes against humanity, 25 juillet 2025, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/07/central-african-republic-un-reports-detail-serious-violations-some-possibly>.
- 16 United Nations High Commissioner for Refugees, Emergency appeal: Central African Republic emergency, <https://www.unhcr.org/emergencies/central-african-republic-emergency>.
- 17 Reuters, Central African Republic's Touadera announces bid for third term, 16 juillet 2025, <https://www.reuters.com/world/africa/central-african-republics-touadera-announces-bid-third-term-2025-07-26/>.
- 18 Reuters, Central African Republic adopts bitcoin as an official currency, 28 avril 2022, <https://www.reuters.com/world/africa/central-african-republic-adopts-bitcoin-an-official-currency-2022-04-27>.
- 19 Fonds monétaire international, *Central African Republic: 2023 Article IV consultation and request for a 38-month arrangement under the Extended Credit Facility; press release; staff report; and statement by the executive director for the Central African Republic*, 2 mai 2023, <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2023/155/article-A001-en.xml>; voir LegalCrypto.In, Legal crypto in CAR, <https://legalcrypto.in/car/>.
- 20 Reuters, Central African Republic adopts bitcoin as an official currency, 28 avril 2022, <https://www.reuters.com/world/africa/central-african-republic-adopts-bitcoin-an-official-currency-2022-04-27/>.
- 21 Groupe de la Banque mondiale, Accès à l'électricité (% de la population) – Central African Republic, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EG.ELC.ACCTS.ZS?locations=CF> (consulté le 25 août 2025).
- 22 Groupe de la Banque mondiale, Abonnements à la téléphonie mobile – Central African Republic, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/IT.CEL.SETS?locations=CF> (consulté le 6 novembre 2025); Groupe de la Banque mondiale, Population, total – Central African Republic, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?end=2023&locations=CF&start=1960>; Groupe de la Banque mondiale, PIB par habitant (\$ US courants) – Central African Republic, https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP_CD?locations=CF.
- 23 Groupe d'Action Contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale, Mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme République Centrafricaine: Rapport d'évaluation mutuelle, novembre 2023, <https://www.fatf-gafi.org/content/dam/fatf-gafi/fsrb-mer/Central-African-Republic-French-MER.pdf.coredownload.inline.pdf>.
- 24 Léa Peruchon, In the Central African Republic, a former propagandist lifts the veil on the inner workings of Russian disinformation, Forbidden Stories, 21 novembre 2024, <https://forbiddenstories.org/in-the-central-african-republic-a-former-propagandist-lifts-the-veil-on-the-inner-workings-of-russian-disinformation/>; RFI, Former Wagner media operative lifts the lid on Russian disinformation in CAR, 21 novembre 2024, <https://www.rfi.fr/en/africa/20241121-former-wagner-media-operative-lifts-the-lid-on-russian-disinformation-in-car-ephrem-yalike>.
- 25 Mondaïque, Centrafrique/Russie, les révélations de Mondaïque sur la rencontre de Sotchi, 1 avril 2019, <https://mondaïque.com/international/centrafrique-russie-les-revelations-de-mondaïque-sur-la-rencontre-de-sotchi/>.
- 26 Ibid.
- 27 Ibid.

- 28 Rachel Savage, *Central African Republic President: Crypto is key to financial inclusion*, Reuters, 3 juillet 2022, <https://www.reuters.com/markets/currencies/central-african-republic-president-crypto-is-key-financial-inclusion-2022-07-03>.
- 29 US Department of the Treasury, *Treasury sanctions Russian proxy Wagner Group as a transnational criminal organization*, 26 janvier 2023, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1220>; Conseil de l'Union européenne, L'UE impose des mesures restrictives à l'encontre du groupe Wagner, 13 decembre 2021, <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2021/12/13/eu-imposes-restrictive-measures-against-the-wagner-group>.
- 30 Maureen Songne, Bitcoin en Centrafrique: la Cobac monte à son tour au créneau, *Jeune Afrique*, 18 mai 2022, <https://www.jeuneafrique.com/1347482/economie-entreprises/bitcoin-en-centrafrique-la-cobac-fixe-a-son-tour-ses-regles/>.
- 31 ONU commerce et développement, *All that glitters is not gold: The high cost of leaving cryptocurrencies unregulated*, June 2022, https://unctad.org/system/files/official-document/presspb2022d8_en.pdf; ONU commerce et développement, *The cost of doing too little too late: How cryptocurrencies can undermine domestic resource mobilization in developing countries*, juillet 2022, https://unctad.org/system/files/official-document/presspb2022d10_en.pdf.
- 32 Bryan Avelar, *Bukele backtracks and strips bitcoin of its legal tender status in El Salvador*, *El País*, 30 janvier 2025, <https://elpais.com/america/2025-01-30/bukele-da-marcha-atras-y-retira-al-bitcoin-la-condicion-de-moneda-legal-en-el-salvador.html>.
- 33 Fonds monétaire international, *IMF executive board concludes 2021 Article IV consultation with El Salvador*, 25 janvier 2022, <https://www.imf.org/en/News/Articles/2022/01/25/pr2213-el-salvador-imf-executive-board-concludes-2021-article-iv-consultation>.
- 34 Fonds monétaire international, *IMF policy paper: Elements of effective policies for crypto assets*, février 2023, <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/PP/2023/English/PPEA2023004.ashx>; Fonds monétaire international et Conseil de stabilité financière, *IMF-FSB synthesis paper: Policies for crypto-assets*, 7 September 2023, <https://www.fsb.org/uploads/R070923-1.pdf>; Burcu Hacibedel et Hector Perez-Saiz, *Assessing macrofinancial risks from crypto assets*, Fonds monétaire international, septembre 2023, <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/WP/2023/English/wpiea2023214-print-pdf.ashx>.
- 35 Le sango est la deuxième langue officielle du pays et la plus couramment parlée.
- 36 Une blockchain est un registre numérique décentralisé géré par un réseau peer-to-peer d'ordinateurs connectés qui enregistrent et vérifient la propriété et les transactions de manière transparente et sécurisée, sans autorité centrale.
- 37 Faustin-Archange Touadéra [@FA_touadera], #Bitcoin is the blueprint for the new monetary system, X, 7 juin 2022, https://x.com/fa_touadera/status/1534182247091384320?s=46&t=cZCdKRLLFJfmbAN6SyYp9Q; Faustin-Archange Touadéra [@FA_touadera], Communiqué de presse, X, 27 juin 2022, https://x.com/fa_touadera/status/1541402144078716929?s=46&t=cZCdKRLLFJfmbAN6SyYp9Q.
- 38 Fonds monétaire international, République centrafricaine : Questions générales, mai 2023, <https://www.imf.org/-/media/files/publications/cr/2023/french/1caffa2023002.pdf>.
- 39 Groupe d'Action Contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale, Mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme République Centrafricaine: Rapport d'évaluation mutuelle, novembre 2023, <https://www.fatf-gafi.org/content/dam/fatf-gafi/fsrb-mer/Central-African-Republic-French-MER.pdf.coredownload.inline.pdf>.
- 40 Jean-Fernand Koenig, Le fiasco de la cryptomonnaie Sango Coin en Centrafrique, Deutsche Welle, 2 septembre 2022, <https://www.dw.com/fr/centrafrique-sango-coin-cour-constitutionnelle/a-63007614>.
- 41 Sango Coin site web, 1 août 2022, <https://web.archive.org/web/20220801204351/https://sango.org/fr>.
- 42 Ibid.
- 43 Ibid.
- 44 Cour constitutionnelle République centrafricaine, Decision No 008/CC/22 du 29 août 2022, https://www.labase-lexenso.fr/sites/lexenso/files/lexenso_upload/d_c._constit._centre_afrique_29_aout_2022_ndeg_008cc22.pdf; Reuters, Central African Republic top court blocks purchases with new cryptocurrency, 29 août 2022, <https://www.reuters.com/technology/central-african-republic-top-court-blocks-purchases-with-new-cryptocurrency-2022-08-29/>.
- 45 The Sentry, *State of prey: Proxies, predators, and profiteers in the Central African Republic*, octobre 2020, <https://thesentry.org/wp-content/uploads/2020/10/StateofPrey-TheSentry-Oct2020.pdf>; Nicholas Beau, La mission économique centrafricaine à Bruxelles soupçonnée de blanchiment d'argent, *Mondafrique*, 3 mai 2021, <https://mondafrigue.com/economie/la-mission-economique-centrafricaine-a-bruxelles-soupconnee-de-blancheiment-dargent/>; Chiel Timmermans, *Criminals buy diplomatic passports for 15,000 to 20,000 euros: 'When checked, you keep going like this'*, 23 janvier 2021, <https://www.ad.nl/binnenland/criminelen-kopen-diplomatieke-paspoorten-voor-15-000-tot-20-000-euro-bij-controle-loop-je-zo-do-or-a6b9821f/?referrer=https%3A%2F%2Fcorbeaunews-centrafrigue.com%2F>.

- 46 Le Nouveau Manager, Centrafrique: la Cour constitutionnelle n'a pas remis en cause la Loi sur la cryptomonnaie, septembre 2022, <https://lenouveaumanager.info/centrafrique-la-cour-constitutionnelle-na-pas-remis-en-cause-la-loi-sur-la-cryptomonnaie/economic-post/economie/>.
- 47 Ministère des finances et du budget République centrafricaine, L'Assemblée nationale adopte par acclamation le project de loi regissant la cryptomonnaie en République Centrafricaine, 12 avril 2023, <https://www.finances.gouv.cf/actualite/739>; Radio Ndeke Luka, La loi rectificative sur les cryptomonnaies adoptée par l'Assemblée nationale, 26 mars 2023, <https://www.radiondekeluka.org/40221-la-loi-rectificative-sur-les-cryptomonnaies-adoptee-par-l-assemblee-nationale>; Quentin Velluet et Omer Mbadi, Bitcoin en Centrafrique: ce que dit le nouveau projet de loi de Touadéra, *Jeune Afrique*, 17 mars 2023, <https://www.jeuneafrique.com/1428334/economie-entreprises/bitcoin-en-centrafrique-ce-que-dit-le-nouveau-projet-de-loi-de-touadera/>.
- 48 Journal officiel de la République centrafricaine – Édition spéciale, Loi régissant la tokenisation des ressources naturelles et foncières en République centrafricaine, 16 octobre 2023; RFI, La Centrafrique approuve la loi sur la «tokenisation» de ses ressources, 30 mai 2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230530-la-centrafrique-approuve-la-loi-sur-la-tokenisation-de-ses-ressources>.
- 49 Journal officiel de la République centrafricaine – Édition spéciale, Loi régissant la tokenisation des ressources naturelles et foncières en République centrafricaine, 16 octobre 2023.
- 50 Ibid.
- 51 Ibid.
- 52 Ibid.
- 53 Ibid.
- 54 Groupe d'Action contre le blanchiment d'Argent en Afrique Centrale, Mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme République Centrafricaine: Rapport d'évaluation mutuelle, novembre 2023, <https://www.fatf-gafi.org/content/dam/fatf-gafi/fsrb-mer/Central-African-Republic-French-MER.pdf.coredownload.inline.pdf>.
- 55 Africa Intelligence, Cryptomonnaie : Les premiers investisseurs du Sango Coin priés d'attendre, 7 février 2023, <https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2023/02/07/cryptomonnaie--les-premiers-investisseurs-du-sango-coins-pries-d-attendre,109910385-art>.
- 56 Sango Project [@sangoproject], *A new chapter is coming!*, 12:21 pm, 29 avril 2025, <https://x.com/sangoproject/status/1917162338852982971/>.
- 57 La pseudonymité consiste à utiliser des pseudonymes ou des noms fictifs pour protéger son identité numérique et sa vie privée ; elle permet aux individus d'interagir en ligne sans révéler leur véritable identité. Lauren Hendrickson, *What is pseudonymity and why does it matter for digital identity?*, Identity, 1 mai 2023, <https://www.identity.com/pseudonymity-privacy-identity-digital-world/>.
- 58 Global Financial Integrity et American University, *Shadow figures: The data of transnational crime*, octobre 2025, <https://gfintegrity.org/wp-content/uploads/2025/10/Shadow-Figures-Final.pdf>
- 59 GAFI, Actifs virtuels : indicateurs de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, 14 septembre 2020, <https://www.fatf-gafi.org/fr/publications/methodesetstandards/Virtual-assets-red-flag-indicators.html>; Europol, *Cryptocurrencies: Tracing the evolution of criminal finances*, 2021, <https://www.europol.europa.eu/cms/sites/default/files/documents/Europol%20Spotlight%20-%20Cryptocurrencies%20-%20Tracing%20the%20evolution%20of%20criminal%20finances.pdf>; Chainalysis, *2025 Crypto crime trends: Illicit volumes portend record year as on-chain crime becomes increasingly diverse and professionalized*, 15 janvier 2025, <https://www.chainalysis.com/blog/2025-crypto-crime-report-introduction/>.
- 60 Chinedu Asadu, *Nigeria seeks to try crypto exchange Binance executives over alleged money laundering, tax evasion*, AP News, 4 avril 2024, <https://apnews.com/article/nigeria-binance-money-laundering-crypto-court-bdb992edd098642b1cfca0869e90cc49>; Elena Fabrichnaya et Alexander Marrow, *Sanctioned Russian crypto exchange suspends services as Tether blocks wallets*, Reuters, 6 mars 2025, <https://www.reuters.com/technology/sanctioned-russian-crypto-exchange-suspends-services-tether-blocks-wallets-2025-03-06>.
- 61 Jon Gambrell, *FBI accuses North Korean-backed hackers of stealing \$1.5 billion in crypto from Dubai-based firm*, AP News, 27 février 2025, <https://apnews.com/article/bybit-exchange-crypto-hack-north-korea-7c8335c1397261554138090c2c38f457>.
- 62 INTERPOL, Les autorités de plusieurs pays d'Afrique ont récupéré des millions de dollars en démantelant de vastes réseaux de cybermalfaiteurs et d'escrocs, 22 août 2025, <https://www.interpol.int/fr/Actualites-et-evenements/Actualites/2025/Les-autorites-de-plusieurs-pays-d-Afrique-ont-recupere-des-millions-de-dollars-en-demantelant-de-vastes-reseaux-de-cybermalfaiteurs-et-d-escrocs>; World Economic Forum, *Cybercrime is borderless. This global bust shows how law enforcement can be too*, 27 août, 2025, <https://www.weforum.org/stories/2025/08/cybercrime-global-collaboration/>.
- 63 Sam Adeyemo, *Fraudulent CAR crypto investment company vanish with customer funds: Reports*, 19 octobre 2023, <https://www.mariblock.com/fraudulent-car-crypto-fund-vanish-with-customer-funds>.

- investment-company-vanish-with-customer-funds-reports/.
- 64 GAFI, *FATF urges stronger global action to address illicit finance risks in virtual assets*, 26 juin 2025, <https://www.fatf-gafi.org/en/publications/Fatfrecommendations/targeted-update-virtual-assets-vasp-2025>.
- 65 Gonzalo Saiz Erazquin, *Reassessing the financing of terrorism in 2025*, Royal United Services Institute for Defence and Security Studies, 11 septembre 2025, <https://www.rusi.org/explore-our-research/publications/insights-papers/reassessing-financing-terrorism-2025>.
- 66 Damien Glez, Centrafrique: la cryptomonnaie de Touadéra trébuche devant la cour constitutionnelle, *Jeune Afrique*, 5 septembre 2022, <https://www.jeuneafrique.com/1374538/economie-entreprises/centrafrique-la-cryptomonnaie-de-touadera-trebuche-devant-la-cour-constitutionnelle/>.
- 67 Faustin-Archange Touadéra [@FA_touadera], *Today, we are launching \$CAR*, X, 9 février 2025, https://x.com/FA_Touadera/status/1888722674265764017.
- 68 Solana est un réseau blockchain similaire à Ethereum, mais conçu pour traiter un très grand nombre de transactions par seconde tout en maintenant des frais extrêmement bas. Il est réputé pour sa rapidité et son efficacité.
- 69 Tom Wilson et Michelle Conlin, *Exclusive: Trump's meme coin made nearly \$100 million in trading fees, as small traders lost money*, Reuters, 3 février 2025, <https://www.reuters.com/markets/currencies/trumps-meme-coin-made-nearly-100-million-trading-fees-small-traders-lost-money-2025-02-03/>.
- 70 Pump.fun est une plateforme hyper-simplifiée de lancement de memecoins qui automatise la création de jetons, attire les activités spéculatives et est structurellement sujette à la manipulation par des initiés en raison de son économie de courbe de liaison et de sa faible transparence. Il est inhabituel pour un État souverain d'utiliser pump.fun, car cette plateforme est normalement utilisée pour les blagues sur Internet, les spéculateurs et les traders opportunistes, et non comme instrument monétaire officiel.
- 71 Faustin-Archange Touadéra [@FA_touadera], *Today, we are launching \$CAR*, X, 9 février 2025, https://x.com/FA_Touadera/status/1888722674265764017.
- 72 Selon un rapport publié en 2024 par l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives, COMIGEM est inactive depuis une décennie et attendait d'être privatisée en 2020 à la suite de difficultés financières. Voir Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives, Validation de la République centrafricaine: Évaluation finale des progress accomplis dans la mise en œuvre de la Norme ITIE 2019, 8 octobre 2024, <https://eiti.org/document/23982>; Africa Intelligence, La conseillère spéciale de Faustin-Archange Touadéra derrière la relance d'une cryptomonnaie, 11 février 2025, https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2025/02/11/la-conseillere-speciale-de-faustin-archange-touadera-derriere-la-relance-d'une-cryptomonnaie_110373989-bre.
- 73 La GI-TOC n'a pas été en mesure de trouver d'autres informations sur cette entreprise. *Le Monde* et AFP, La Centrafrique lance une nouvelle cryptomonnaie, 11 février 2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/02/11/la-centrafrique-lance-une-nouvelle-cryptomonnaie_6541481_3212.html; Agence Afrique, La Centrafrique s'essaie de nouveau au lancement d'une cryptomonnaie baptisée memecoin '\$CAR', 11 février 2025, <https://www.agenceafrique.com/58557-la-centrafrique-sessaie-de-nouveau-au-lancement-d'une-cryptomonnaie-baptisee-memecoin-car.html>.
- 74 Steve Kaaru, *Scam claims hit Central African Republic leader's memecoin*, CoinGeek, 14 février 2025, <https://coingeek.com/scam-claims-hit-central-african-republic-leader-memecoin/>; Ankish Jain, *Central African Republic's meme coin sparks suspicion amid deepfake and scam allegations*, 10 février 2025, <https://crypto.news/central-african-republic-car-meme-coin-deepfake/>.
- 75 Steve Kaaru, *Scam claims hit Central African Republic leader's memecoin*, CoinGeek, 14 février 2025, <https://coingeek.com/scam-claims-hit-central-african-republic-leader-memecoin/>.
- 76 Ibid.
- 77 Ibid.
- 78 African Intelligence, *President Touadéra's special adviser behind cryptocurrency relaunch*, 11 février 2025, https://www.africaintelligence.com/central-africa/2025/02/11/president-touadera-s-special-adviser-behind-cryptocurrency-relaunch_110374116-bre.
- 79 Steve Kaaru, *Scam claims hit Central African Republic leader's memecoin*, CoinGeek, 14 février 2025, <https://coingeek.com/scam-claims-hit-central-african-republic-leader-memecoin/>.
- 80 Faustin-Archange Touadéra [@FA_touadera], X, 29 mai 2025, https://x.com/FA_Touadera/status/1928148216878420122.
- 81 Trisha Husada, *Central African Republic to tokenize over 1,700 hectares of land through CAR meme coin*, crypto.news, 30 mai 2025, <https://crypto.news/central-african-republic-to-tokenize-over-1700-hectares-of-land-through-car-meme-coin/>.
- 82 Site web dédié au memecoin \$Car, concession foncière tokenisée soutenue par un décret présidentiel en République centrafricaine. <https://land.carmemecoin.com/>.
- 83 « Aujourd'hui, j'ai finalisé ma propre concession foncière via la plateforme de tokenisation \$CAR. Le processus s'est déroulé sans encombre et a pris moins de 3 minutes. » Faustin-Archange Touadéra [@FA_

- touadera], X, 11 juillet 2025, https://x.com/FA_Touadera/status/1943744581767463411.
- 84 Les chercheurs en IA ont confirmé à un analyste de la GI-TOC que le document contenait des lettres illisibles.
- 85 Entretien avec une source disposant d'informations de première main sur l'état d'avancement du budget 2025.
- 86 Rachel Savage, *Central African Republic President: Crypto is key to financial inclusion*, Reuters, 3 juillet 2022, <https://www.reuters.com/markets/currencies/central-african-republic-president-crypto-is-key-financial-inclusion-2022-07-03>.
- 87 Groupe d'Action contre le Blanchiment d'argent en Afrique Centrale, Mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme République Centrafricaine: Rapport d'évaluation mutuelle, novembre 2023, <https://www.fatf-gafi.org/content/dam/fatf-gafi/fsrb-mer/Central-African-Republic-French-MER.pdf.coredownload.inline.pdf>; Groupe d'Action contre le Blanchiment d'argent en Afrique Centrale, Mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, République centrafricaine, novembre 2023, FATF, <https://www.fatf-gafi.org/fr/publications/Mutualevaluations/CAR-MER-2023.html>.
- 88 Mathieu Olivier, Centrafrique: au-delà du bitcoin, le bras de fer entre Touadéra et la France s'intensifie, *Jeune Afrique*, 11 mai 2022, <https://www.jeuneafrique.com/1345289/politique/centrafrique-au-dela-du-bitcoin-le-bras-de-fer-entre-touadera-et-la-france-sintensifie/>.
- 89 Boohun a été nommé conseiller de Touadéra en décembre 2021 et a obtenu le rang de ministre en mai 2022. Africa Intelligence, Comment Touadéra veut renflouer ses caisses avec des bitcoins de Dubaï, 10 mai 2022, <https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2022/05/10/comment-touadera-veut-renflouer-ses-caisses-avec-des-bitcoins-de-dubai>, 109783251-eve.
- 90 Africa Intelligence, La conseillère spéciale de Faustin-Archange Touadéra derrière la relance d'une cryptomonnaie, 11 février 2025, <https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2025/02/11/la-conseillere-speciale-de-faustin-archange-touadera-derriere-la-relance-d-une-cryptomonnaie>, 110373989-bre; Africa Intelligence, Cryptomonnaie: Les premiers investisseurs du Sango Coin priés d'attendre, 7 février 2023, <https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2023/02/07/cryptomonnaie--les-premiers-investisseurs-du-sango-coins-pries-d-attendre>, 109910385-art.
- 91 Africa Intelligence, *Nicolae Buzaianu goes for gold in Bangui*, 27 mars 2023, <https://www.africaintelligence.com/central-africa/2023/03/27/nicolae-buzaianu-goes-for-gold-in-bangui>, 109927882-bre.
- 92 Le groupe a annoncé en 2022 que les autorités suisses avaient ouvert une enquête pénale officielle sur l'exploitation et l'exportation illégales présumées de bois de rose, mais n'a fourni aucune information officielle sur les chefs d'accusation ni sur la ou les personnes mises en cause. Voir TRIAL International, *Pillage*, <https://trialinternational.org/fr/tag/pillage-fr/>; TRIAL International, *Pillaged rosewood between Senegal and the Gambia: The criminal denunciation filed by TRIAL International leads to the opening of a criminal investigation in Switzerland*, 4 avril 2025, <https://trialinternational.org/latest-post/pillaged-timber-in-senegal-the-gambia-swiss-authorities-have-opened-a-criminal-investigation/>; Africa Intelligence, *Nicolae Buzaianu pitches bitcoin venture in CAR*, mars 2022, <https://www.africaintelligence.com/central-africa/2022/03/03/nicolae-buzaianu-pitches-bitcoin-venture-in-car>, 109737635-bre.
- 93 Antoine Harari, Clément Fayol et Zack Kopplin, La Dominique, refuge des pirates des temps modernes, Heidi.News, 20 octobre 2023, <https://www.heidi.news/explorations/passeports-des-caraibes/la-dominique-refuge-des-pirates-des-temps-modernes>.
- 94 Andrei Popviciu, 'Conflict timber': *Gambian traffickers continue rosewood trade despite ban*, Al Jazeera, 23 janvier 2024, <https://www.aljazeera.com/features/2024/1/23/conflict-tinder-gambian-traffickers-continue-timber-trade-despite-ban>.
- 95 Africa Intelligence, Mis en cause à Banjul, le négociant Nicolae Buzaianu se réinvente à Bangui, 24 février 2022, <https://www.africaintelligence.fr/afrique-centrale/2022/02/24/mis-en-cause-a-banjul-le-negociant-nicolae-buzaianu-se-reinvente-a-bangui>, 109735980-art; Research Initiative, *Behind the curtain: How Nicolae Buzaianu's network evades scrutiny across Europe, Part 2: Current state and non-existent consequences*, 17 décembre 2024, <https://researchinitiative.org/behind-the-curtain-how-nicolae-buzaianus-network-evades-scrutiny-across-europe-part-2-current-state-and-non-existent-consequences/>.
- 96 Antoine Pecqueur, Émile Parfait Simb, de la cryptomonnaie à la propagande russe, Afrique XXI, 21 février 2024, <https://afriquexxi.info/Emile-Parfait-Simb-de-la-cryptomonnaie-a-la-propagande-russe>.
- 97 Ibid; voir aussi *Jeune Afrique*, Émile Parfait Simb en route pour la Russie, 10 juin 2022, <https://www.jeuneafrique.com/1353261/politique/cameroun-emile-parfait-simb-en-route-pour-la-russie/>; *Jeune Afrique*, Cameroun : plaintes en cascade contre Emile Parfait Simb, 5 July 2022, <https://www.jeuneafrique.com/1359120/politique/cameroun-plaintes-en-cascade-contre-emile-parfait-simb/>.
- 98 Joseph Essama, Le patron de Liyeplimal condamné à une lourde peine de prison au Benin, Mimi Mefo Info, 23décembre 2023, <https://mimimefoinfos.com/le-patron-de-liyeplimal-condamne-a-une-lourde-peine-de-prison-au-benin/>; Antoine Pecqueur, Émile Parfait Simb, de

- la cryptomonnaie à la propagande russe, Afrique XXI, 21 février 2024, <https://afriquexxi.info/Emile-Parfait-Simb-de-la-cryptomonnaie-a-la-propagande-russe>.
- 99 Jeune Afrique, Cameroun: plaintes en cascade contre Emile Parfait Simb, 5 juillet 2022, <https://www.jeuneafrique.com/1359120/politique/cameroun-plaintes-en-cascade-contre-emile-parfait-simb/>; Franck Foute, Cameroun: l'étonnant Emile Parfait Simb, roi déchu de la cryptomonnaie, Jeune Afrique, 3 juin 2022, <https://www.jeuneafrique.com/1351210/politique/cameroun-letonnant-emile-parfait-simb-roi-dechu-de-la-cryptomonnaie/>; Ontario Securities Commission, Simtrex Commercial Brokers LLC, <https://www.osc.ca/en/investors/warnings/simtrex-commercial-brokers-llc>.
- 100 Antoine Pecqueur, Émile Parfait Simb, de la cryptomonnaie à la propagande russe, Afrique XXI, 21 février 2024, <https://afriquexxi.info/Emile-Parfait-Simb-de-la-cryptomonnaie-a-la-propagande-russe>.
- 101 Federal Bureau of Investigation, Bernie Madoff case: Inside history's biggest financial crime, <https://www.fbi.gov/history/famous-cases/bernie-madoff>.
- 102 Antoine Pecqueur, Émile Parfait Simb, de la cryptomonnaie à la propagande russe, Afrique XXI, 21 février 2024, <https://afriquexxi.info/Emile-Parfait-Simb-de-la-cryptomonnaie-a-la-propagande-russe>.
- 103 Financial Content, *Émile Parfait Simb and the evolving role of cryptocurrency in Africa's financial landscape*, 9 juin 2025, <https://www.financialcontent.com/article/binary-2025-6-10-mile-parfait-simb-and-the-evolving-role-of-cryptocurrency-in-africas-financial-landscape>
- 104 Franck Foute, Cameroun : l'étonnant Emile Parfait Simb, roi déchu de la cryptomonnaie, Jeune Afrique, 3 juin 2022, <https://www.jeuneafrique.com/1351210/politique/cameroun-letonnant-emile-parfait-simb-roi-dechu-de-la-cryptomonnaie/>; Antoine Pecqueur, Ghana, Centrafrique, Russie... Anatomie d'une fuite, Afrique XXI, 22 février 2024, <https://afriquexxi.info/Ghana-Centrafrique-Russie-Anatomie-d-une-fuite>; Jeune Afrique, Émile Parfait Simb en route pour la Russie, 10 juin 2022, <https://www.jeuneafrique.com/1353261/politique/cameroun-emile-parfait-simb-en-route-pour-la-russie/>; Jeune Afrique, Cameroun : plaintes en cascade contre Emile Parfait Simb, 5 juillet 2022, <https://www.jeuneafrique.com/1359120/politique/cameroun-plaintes-en-cascade-contre-emile-parfait-simb/>; Antoine Pecqueur, Émile Parfait Simb, de la cryptomonnaie à la propagande russe, Afrique XXI, 21 février 2024, <https://afriquexxi.info/Emile-Parfait-Simb-de-la-cryptomonnaie-a-la-propagande-russe>.
- 105 Antoine Pecqueur, Ghana, Centrafrique, Russie... Anatomie d'une fuite, Afrique XXI, 22 février 2024, <https://afriquexxi.info/Ghana-Centrafrique-Russie-Anatomie-d-une-fuite>; Antoine Pecqueur, Émile Parfait Simb, sulfureux maillon entre la Russie et l'Afrique, Mediapart, 27 juillet 2023, <https://www.mediapart.fr/journal/international/270723/emile-parfait-simb-sulfureux-maillon-entre-la-russie-et-l-afrigue>.
- 106 Simb était le visage public de Russophanie Afrique. Voir RFI, Qu'est-ce que l'Organisation africaine de la russophanie, lancée par le Camerounais Émile Parfait Simb?, 16 janvier 2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230116-qu-est-ce-que-l-organisation-africaine-de-la-russophanie-lanc%C3%A9e-par-le-camerounais-%C3%A9mile-parfait-simb>; Antoine Pecqueur, Ghana, Centrafrique, Russie... Anatomie d'une fuite, Afrique XXI, 22 février 2024, <https://afriquexxi.info/Ghana-Centrafrique-Russie-Anatomie-d-une-fuite>.
- 107 Antoine Pecqueur, Ghana, Centrafrique, Russie... Anatomie d'une fuite, Afrique XXI, 22 février 2024, <https://afriquexxi.info/Ghana-Centrafrique-Russie-Anatomie-d-une-fuite>.
- 108 Hannah Lang et al, *Crypto exchanges rushed to list Trump's coin – leaving many losers and some big winners*, Reuters, 14 juillet 2025, <https://www.reuters.com/sustainability/boards-policy-regulation/crypto-exchanges-rushed-list-trumps-coin-leaving-many-losers-some-big-winners-2025-07-14/>.
- 109 Tao Li et al, *The dark side of decentralized finance: Evidence from meme tokens*, 12 juillet 2023, https://chuiy-sun.github.io/repo/papers/meme_token.pdf; David Krause, *Risks of investing in meme coins: A case study of the \$TRUMP coin*, SSRN, 5 février 2025, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=5126056; Dan Valeriu Voinea, *Pump.fun and meme-coins: A case study in the legal commodification of Ponzi-like tokenomics*, *Annals of the University of Craiova for Journalism, Communication and Management*, Volume 11, 2025, <https://aucjc.ro/wp-content/uploads/2025/07/aucjcm-11-15-38.pdf>; Alberto Maria Mongardini et Alessandro Mei, *A midsummer meme's dream: Investigating market manipulations in the meme coin ecosystem*, mai 2025, <https://arxiv.org/html/2507.01963v1>; Felix Eigelshoven, André Ullrich et Douglas A. Parry, *Cryptocurrency market manipulation: A systematic literature review*, International Conference on Information Systems, décembre 2021, https://www.researchgate.net/publication/354995772_Cryptocurrency_Market_Manipulation_A_Systematic_Literature_Review.
- 110 Valdrin Tahiri, *How memecoins explode and crash fast on Solana's Pump.fun platform*, CCN, 24 juin 2025, <https://www.ccn.com/analysis/crypto/meme-coins-pump-fun-solana-platform/>; Dan Valeriu Voinea, *Pump.fun and meme-coins: A case study in the legal commodification of Ponzi-like tokenomics*, *Annals of the University of Craiova for Journalism, Communication and Management*, Volume 11, 2025, <https://aucjc.ro/wp-content/uploads/2025/07/aucjcm-11-15-38.pdf>; Alberto Maria Mongardini et Alessandro Mei, *A midsummer meme's dream: Investigating*

- market manipulations in the meme coin ecosystem*, mai 2025, <https://arxiv.org/html/2507.01963v1>.
- 111 Yichen Luo, Wnzhi Ding et Jiahua Xu, *Decompose market manipulation strategies: Evidence from on-chain meme coin market*, SSRN, 10 septembre 2025, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=5469066.
- 112 Solana Blockchain, Solscan, https://solscan.io/account/121ftnYRm3WJmDHCWrassRoyZAzzQ4xc5XD-7dp3sfpo?exclude_amount_zero=true&page=23&page_size=10&remove_spam=true#transfers.
- 113 Les portefeuilles fiduciaires conservent temporairement les jetons dans des conditions prédefinies. Pour transférer les jetons, le créateur de \$CAR a utilisé l'adresse Solana 121ftnYRm3WJmDHCWrassRoyZAzzQ4xc5XD7dp3sfpo.
- 114 Solana Blockchain, Solscan, https://solscan.io/account/121ftnYRm3WJmDHCWrassRoyZAzzQ4xc5XD7dp3sfpo?exclude_amount_zero=true&remove_spam=true&token_address=7oBYdEhv4GkXC19zf-gAvXpJWp2Rn9pm1Bx2cVNxFpump#transfers.
- 115 Faustin-Archange Touadéra [@FA_touadera], *Today, we are launching \$CAR*, X, 9 février 2025, https://x.com/FA_Touadera/status/1888722674265764017; Rug Pull Finder [@rugpullfinder], X, 10 février 2025, <https://x.com/rugpullfinder/status/18887645799597877783/photo/1>.
- 116 Solana Blockchain, Solscan, <https://solscan.io/>; Lookonchain [@lookonchain], X, 10 février 2025, <https://x.com/lookonchain/status/1888762420921077901>; Wenser, *Did the president of the Central African Republic ask me to buy coins? Can I trust it?*, Binance Square, 10 février 2025, <https://www.binance.com/en-IN/square/post/20107565257113>; Blockchain.News, *List of flash news about \$CAR*, 15 février 2025, <https://blockchain.news/flashnews/%24CAR>.
- 117 Solana Blockchain, Solscan, <https://solscan.io/>.
- 118 Ibid.
- 119 Ibid.
- 120 Dan Valeriu Voinea, *Pump.fun and meme-coins: A case study in the legal commodification of Ponzi-like tokenomics*, *Annals of the University of Craiova for Journalism*,
- Communication and Management*, Volume 11, 2025, <https://aucjc.ro/wp-content/uploads/2025/07/aucjcm-11-15-38.pdf>; Tiffany J. Smith, Andrew Rhys Davies et Evan J. Goldsholle, *The state of meme coin regulation: SEC staff's statement and other considerations*, Wilmer Hale, 13 mars 2025, <https://www.wilmerhale.com/en/insights/client-alerts/20250313-the-state-of-meme-coin-regulation-sec-staffs-statement-and-other-considerations>.
- 121 Site web \$Car meme coin, *Tokenized land concession backed by presidential decree in Central African Republic*, <https://land.carmemecoin.com/>.
- 122 Ibid.
- 123 Muhammad Shahid, *Tokenized property ownership: Legal recognition and compliance framework*, *Journal of Tianjin University Science and Technology*, 58, 08, août 2025, https://www.researchgate.net/publication/394420982_TOKENIZED_PROPERTY_OWNERSHIP_LEGAL_RECOGNITION_AND_COMPLIANCE_FRAMEWORK.
- 124 Tokenizer, *Real estate tokenization challenges in 2025: Navigating the roadblocks*, 15 août 2025, <https://blog.tokenizer.estate/real-estate-tokenization-challenges-in-2025-navigating-the-roadblocks>.
- 125 Faustin-Archange Touadéra [@fa_touadera], *Mining rights on the blockchain!*, X, 1 octobre 2025, https://x.com/FA_Touadera/status/1973406921026605562.
- 126 Groupe de la Banque mondiale, *Business ready*, 2024, <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/08942fab-9080-4f37-b7be-ef61c9f9aed9/content>.
- 127 The Sentry, *Architects of terror: The Wagner Group's blueprint for state capture in the Central African Republic*, juin 2023, <https://thesentry.org/wp-content/uploads/2023/06/ArchitectsTerror-TheSentry-June2023.pdf>.
- 128 GI-TOC, Parti en fumée : Comment le carburant en RCA est devenu une arme de guerre et une source d'enrichissement criminel, novembre 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/how-fuel-in-the-car-became-a-weapon-of-war-and-a-source-of-criminal-wealth/>.



L'Institute for Security Studies (ISS) établit des partenariats afin de développer les connaissances et les compétences nécessaires pour assurer l'avenir de l'Afrique. L'ISS est une organisation africaine à but non lucratif qui possède des bureaux en Afrique du Sud, au Kenya, en Éthiopie et au Sénégal. Grâce à ses réseaux et à son influence, l'ISS fournit des recherches politiques fiables et opportunes, des formations pratiques et une assistance technique aux gouvernements et à la société civile.

issafrica.org



La Global Initiative Against Transnational Organized Crime est un réseau mondial qui compte plus de 700 experts à travers le monde. Elle offre une plateforme visant à promouvoir un débat plus large et des approches innovantes, qui constituent les fondements d'une stratégie mondiale inclusive contre la criminalité organisée.

globalinitiative.net

